No 21 du 23 décembre 1977 au 4 janvier 1978

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément a l'Humanité rouge No 793

Editorial page 5

Vive le dixième anniversaire du PCMLF !

Jouets PLUS QU'UNE AFFAIRE DE GROS SOUS

Pages 22 et 23

60 millions avant le 31 décembre

IL FAUT ENCORE 22 MILLIONS !

Pour soutenir la souscription, diffusez

LE CALENDRIER 1978 (10F)



LA BROCHURE CARICATURES (5F)



Passez vos commandes à l'«Humanité rouge» BP 61 75 861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 D

A PARTIR DU 16 JANVIER L'Humanité rouge sortira chaque jour sur 8 pages

(1,70F le numéro)

Au 17 décembre, le montant de la souscription s'élevait à 38 millions 700 000 anciens francs.

Des camarades du 93 (oct.)	1 000 F
Deuxième versement CD 8 Mars	100 F
CD Province YL	230 F
Quitte à manger des patates, HR doit vivre JPM	150 F
Souscription librairie	230 F
Suppl. à réabt. LPG	100 F
" " BN	20 F
" " MD	100 F
" " MP	30 F
" " GD	43 F
" " BV	44 F
" " JJ	30 F
Souscription (34)	1 360 F
BR	220 F
S A/H	5 F
RJB	20 F
Une écolière	150 F
Chorale La Lyre des travailleurs	100 F
Des travailleurs de la Lainière au cours de ventes	13 F
Supp. à bim.	4 F
Des camarades	53 F
Une animatrice de centre de vacances de CET été 1/2 de mon salaire	500 F
Pour la révolution socialiste	500 F
CD Enver Hoxha	550 F
Pour que HR se développe R.	100 F
Une travailleuse familiale	40 F
KN	200 F
CD Bretagne	1 700 F
MCH	40 F
Supplément à réabonnement BF	80 F
" " " JR	5 F
Une sympathisante JMP	150 F
Supplément à réabonnement NG/LGM	60F
" " " DA	10 F
" " " LPS	5 F
" " " CR	60 F
" " " MM	10 F
" " " FA	10 F
" " " GP	44 F
" " " VJ	5 F
" " " MR	40 F
" " " BJ	18 F
" " " GL	55 F
" " " FE	5 F
" " " MJM	5 F
" " " MPH	60 F
" " " CCH	10 F
" " " BM	110 F
" " " DS	60 F
" " " BMY	5 F
" " " BL	120 F
" " " BM	28 F
" " " LGC	500 F
" " " LJC	5 F
" " " BD	58 F
" " " VCH	113,15 F
" " " FJ	5 F
" " " SS	5 F
Supplément à vente de calendriers	254,60 F
Supplément à réabonnement LBM	30 F
" " " LMC	100 F
" " " BJP	10 F
Cercle JCMLF Som Kim Huot	50 F
Supplément à réabonnement AB	10 F
CD Maurice Audin	100 F
CD Ostrowski	250 F
CD Gilles Tautin	160 F
Soutien hebdomadaire MD (mars)	60 F
Un lecteur	10 F
Un lecteur postier	24 F
Soutien au quotidien JL	500 F
Soutien au quotidien GP	250 F
MR	100 F
CD Clara Zetkin Sud	1 150 F
PTT 3	1,50 F
Meeting de Nice «Ni plan Barre...»	100 F
CD F. Marty	100 F
CD Oulianov	310 F
CD Louise Michel	100 F
CD F. Marty-ouest	35 F
CD Casanova	30 F
CD Chrisostome	400 F
FJ	220 F
Supplément à réabonnement CC	3 F
Pour que vive et se développe la presse révolutionnaire JMP	200 F
CD Chou En lai	400 F
Pour que l'Humanité rouge continue à être l'arme des travailleurs	400 F
CD Camille Porchet	21 F
CCH	60 F
Oser lutter oser vaincre	150 F
Pour que vive le quotidien des marxistes-léninistes KA	500 F
Pour le journal de la classe ouvrière	500 F
CD Chou En-lai	60 F
CD PG	260 F
Une écolière	30 F
DM	38 F
Souscription mensuelle	83 F
Supplément au bimensuel	22 F
Supplément à ventes HR	10 F
Supplément à réabonnement DC	40 F
Supplément à réabonnement BJY	110 F
" " "	40 F
Supplément à bimensuel Un gréviste	3 F
A la librairie	90 F
CD Norman Béthune D.	620 F
18 Mars	90 F
Pour que l'HR reparaisse rapidement sur huit pages	200 F
Supplément à réabonnement LBM	30 F
" " " LMC	
Supplément à réabonnement LBM	30 F
" " " LMC	100 F
Soutien au quotidien LJP	100 F
Supplément à réabonnement BJP	10 F
Soutien au bimensuel PV	34 F
CD A. Marty	50 F
Soutien d'un couple communiste	250 F
Soutien au journal marxiste-léniniste	100 F

Le répondeur est réparé TELEPHONEZ AU 202-18-29

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro



Les législatives de 78 et nous. Aujourd'hui : Brest (pages 8 et 9).



Le mouvement de grève à EDF-GDF : une réelle combativité (page 18).



A propos de la théorie du président Mao sur la division en trois mondes, une remarquable démonstration (pages 28-29-30).

L'Humanité rouge
BP 61
75361 Paris Cédex 18
CCP - 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 4e trimestre 1977
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

La dernière trouvaille de Marchais

«Et si l'on devenait autogestionnaire...»

Les dirigeants du PCF sont vraiment des gens qui n'ont peur de rien, surtout pas du ridicule. Dans la gauche et chez certains partis qui soutiennent la gauche, l'autogestion est très à la mode. Le PCF ne voulait pas être de reste. Il s'est fait autogestionnaire lui aussi.

La décision est récente, elle date du début du mois de décembre, mais dès maintenant, tous les meetings se déroulent sur ce thème : «Les femmes et l'autogestion», «Les jeunes et l'autogestion»...

Le mot liberté

Pour le PCF, l'autogestion c'est dans les usines l'élection du chef d'entreprise nationalisée. Au niveau de l'Etat, c'est la décentralisation.

L'objectif visé, c'est de gagner au PCF toute une frange de militants syndicaux, politiques ou de membres de mouvements de masse qui ont choisi le mot autogestion en opposition à la fois au capitalisme tel que nous le connaissons en France, et à la dictature qui sévit en URSS. Pour ces militants, le PCF n'est pas crédible, dans la mesure où les condamnations de certaines luttes, l'absence de démocratie dans le PCF lui-même, certaines «bavures» comme les interventions intempestives du service d'ordre de ce parti, laissaient mal préjuger de ce que pourrait être un gouvernement démocratique avec le PCF au pouvoir.

Pour gagner ces militants qui se retrouvent dans la CFDT ou dans des mouvements divers, qui peuvent être militants de base du PSU ou du PS, il fallait que le PCF aille plus loin dans les grandes affirmations de principe, qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour.

L'URSS et le PS

Les faits, les preuves, les témoignages montrant que sous la botte de Krouchtchev, puis de Brejnev, l'URSS est devenue un pays de dictature bourgeoise fasciste se font de plus en plus nombreux.

Alors, pour se blanchir, les dirigeants du PCF présentent l'autogestion comme le contraire du type de fonctionnement «centralisé et bureaucratique» de l'URSS.

Ce n'est plus non plus un secret pour personne que l'Union de la gauche a servi le Parti socialiste. Si ce parti a augmenté ces dernières années le nombre de ses voix aux élections, c'est entre autre parce qu'en apparence, il donne plus de garanties démocratiques que le PCF.

Le PS est pour l'autogestion ? Qu'à cela ne tienne, le PCF l'est aussi. Et on nous précise même que les seul vrais autogestionnaires, ce sont les Marchais, Leroy, Kanapa,... Ils espèrent se faire passer pour des démocrates... à quatre mois des législatives.

A nos yeux, tout cela est un peu gros. Et même si les dirigeants du PCF étaient sincères, (ce serait bien la première fois) cela ne changerait rien. Le système capitaliste, l'État des monopoles peut très bien accepter cette décentralisation des pouvoirs dans les usines ou les mairies.

A des degrés divers, on parle d'autogestion en Suède, en Allemagne de l'Ouest et dans d'autres pays. Or, rien de vital n'a été changé. L'absence de démocratie et de liberté dans la France d'aujourd'hui vient du système capitaliste lui-même, basé sur l'exploitation de la majorité par la minorité. Si on ne renverse pas ce système, on ne changera rien. Et renverser le capitalisme, faire la révolution, ce n'est plus l'objectif que se fixe le PCF. Marchais peut être autogestionnaire à peu de frais...

PL



Ce stupide dessin paru dans l'«Humanité-dimanche» pour illustrer l'interview de Juquin «Sommes-nous devenus autogestionnaires ?», est vraiment bien dans la ligne du PCF : le changement démocratique de Marchais, ne serait-ce pas en effet se contenter de mettre un peu partout le mot liberté. Mais le mot seulement...

Charles Piaget de l'usine Lip et Serge Paganelli, conseiller général du PCF. Photo parue dans «France-nouvelle» pour illustrer un long article intitulé «Autogestion : la rage de la démocratie». Les dirigeants du PCF ont fière allure de venir maintenant se recommander de Lip pour illustrer leur baratin sur l'autogestion. Pendant combien de temps n'ont-ils pas condamné Lip avant de changer complètement de position par pur opportunisme...



Une date qui marque l'histoire du prolétariat

Vive le 10e anniversaire du PCMLF !

Voici dix ans, le 30 décembre 1967, la classe ouvrière de France se redonnait son état-major de combat, le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Avant d'en arriver à cette date qui marque un point important de l'histoire du prolétariat, que d'embûches sur son chemin.

Quelques camarades communistes, membres du PCF, livrèrent tôt un combat difficile contre le courant idéologique bourgeois, le révisionnisme moderne. Ce combat fut mené dans les organismes réguliers du PCF jusqu'au moment où ils en furent exclus.

Ce combat de classe au sein du PCF commença essentiellement à l'issue du 22e Congrès du PCUS dont Krouchtchev avait usurpé la direction. La voie pacifique devenait la ligne directrice, rejetant la juste voie prolétarienne pratiquée par Lénine, Staline, Mao Tsé-toung.

Disons aussi que la ligne opportuniste de Maurice Thorez, appliquée depuis la libération dans notre pays, allait atteindre son apothéose à cette période dans la trahison des principes du marxisme, du léninisme.

La ligne thorézienne ne fut-elle pas la remise en marche de la machine d'État capitaliste, momentanément affaiblie par l'occupation nazie ? La participation de Maurice Thorez, en qualité de ministre d'État au gouvernement présidé par le général De Gaulle, ne fut-elle pas d'haranguer les travailleurs à *«produire toujours plus»* pour redonner au capitalisme monopoliste d'État les moyens d'exploiter les travailleurs et d'augmenter les profits des sociétés capitalistes ?.

La résolution du Comité central du PCF au 22e Congrès du PCUS déclare : *«Les communistes français n'ont cessé de montrer depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale*, qu'à certaines conditions, dont la première est l'existence d'une puissante poussée révolutionnaire du peuple, *il est possible d'envisager le passage pacifique au socialisme et l'utilisation des traditions démocratiques de notre peuple, y compris un authentique parlement».*

L'abandon de la voie léniniste est inscrite en toutes lettres dans le programme issu du 22e Congrès du PCUS : «Pour que la classe ouvrière accomplisse sa mission historique, il importe qu'elle mette fin à la scission dans ses rangs». «Les partis communistes sont pour une collaboration avec les partis social-démocrates non seulement dans la lutte pour la paix, pour le mieux-être des travailleurs, pour sa sauvegarde et l'extension de leurs droits et libertés démocratiques, *mais aussi dans la lutte pour la conquête du pouvoir* et l'édification de la société socialiste».

Mais quel réconfort idéologique lorsque fut publié, non sans lutte au sein du comité de rédaction, dans «France-nouvelle», en juillet 1963, la «Lettre en 25 points» du Comité central du Parti communiste chinois !

Cet apport remarquable nous renforçait dans notre dur combat de classe, nous renforçait dans notre conviction de la ligne prolétarienne mise en pratique par Lénine, Staline, Mao Tsé-toung sur la base des principes du marxisme.

C'est ainsi qu'un processus s'engagea, ripostant au scissionisme des dirigeants du PCF. La Fédération des cercles marxistes-léninistes fut la première base du rassemblement des communistes sincères décidés à lutter contre le capitalisme exploiteur, contre le révisionnisme moderne, pour l'application en France d'une juste ligne prolétarienne.

Le premier numéro de l'«Humanité nouvelle», paru en février 1965, apporta de l'oxygène face aux mensonges déversés par la presse révisionniste. Puis le Congrès de Lancry, tenu les 25 et 26 juin 1966, transforma la Fédération des cercles marxistes-léninistes en Mouvement communiste français marxiste-léniniste.

Le point 10 du Manifeste en 10 points du premier congrès du Mouvement communiste français marxiste-léniniste, intitulé «Forgeons l'outil de la reconstruction d'un parti communiste marxiste-léniniste» devait donner lieu à une importante lutte de lignes. Certains disaient que le parti devait naitre d'un mouvement de masse et d'autres, la majorité, s'en tenaient aux principes marxistes-léninistes «le parti est l'état-major de combat du prolétariat». Finalement, le 1er Congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France se tint les 30 et 31 décembre 1967, à Puyricard, malgré un quadrillage d'importantes forces de police, l'arme au poing ; ces provocations bourgeoises devaient recevoir le renfort de nervis du PCF qui blessèrent par balle un camarade et enlevèrent le fils de notre camarade Jacques Jurquet.

Le rapport politique fut présenté par le camarade Jacques Jurquet, aujourd'hui directeur politique de l'Humanité rouge.

Cette grande victoire de la classe ouvrière a fait écumé de rage le renégat Georges Marchais dans un article intitulé : «La débâcle des pro-chinois en France», publié dans l'«Humanité» du vendredi 5 janvier 1968.

Ce renégat du marxisme-léninisme ferait bien de s'occuper des lézardes de l'Union de la gauche, car, à notre connaissance, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, interdit le 12 juin 1968, se porte bien. Il a su surmonter ses propres difficultés, corriger ses propres erreurs. Aujourd'hui sa liaison, son influence dans la classe ouvrière, chez les petits paysans, dans les masses populaires va grandissante ; son édification se poursuit avec patience dans les usines, les chantiers, sur les lieux de travail, dans les quartiers populaires.

C'est au travers de son mot d'ordre «Classe contre classe», c'est-à-dire classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste, qu'il démasque les agents de la bourgeoisie.

La classe ouvrière, les masses populaires prennent de plus en plus conscience de la malfaisance du révisionnisme moderne.

Vive l'état-major de combat du prolétariat !
Vive le Parti communiste marxiste-léniniste de France !

André DRUESNES

Attentats racistes

Giscard, Barre, Stoléru et Cie coupables !

Pendant que les attentats racistes se multiplient, le gouvernement voudrait faire croire qu'il a les mains propres. Les assassinats sont commis soit par des flics, soit par des groupes fascistes tels «Charles Martel» ou «Delta». Mais n'ont-ils rien à voir avec le professeur Barre ou Stoléru que la télé a présenté comme un doux amateur de littérature.

D'entrée, on notre une coïncidence troublante.

A qui profite le crime ?

Ces attentats ont pour but d'effrayer les immigrés et de les chasser par la terreur tandis que des affiches réclament «les paras au Sahara» et s'en prennent au mouvement de libération nationale du Front Polisario. Ceci correspond tout-à-fait à la politique suivie actuellement par la grande bourgeoisie à l'égard des immigrés comme du Sahara occidental.

Déjà en 1971, une recrudescence d'attentats s'était produite alors que le gouvernement français voulait faire pression sur l'Algérie pour l'empêcher de nationaliser son pétrole. En 1973, une vague d'attentats avait fait de nombreuses victimes : cinq morts au cours du seul attentat contre le consulat d'Algérie, revendiqué par le groupe fasciste «Charles Martel». Là encore qui avait intérêt à protester contre la réévaluation du prix du pétrole par l'OPEP sinon la bourgeoisie, atteinte de plein fouet dans ses profits. On le voit donc, la bourgeoisie joue cyniquement avec la vie des travailleurs immigrés. Elle s'en sert comme d'otages pour faire pression sur leurs pays respectifs.

Des campagnes orchestrées

A chaque fois, la vague de racisme et d'attentats est encouragée par une campagne de propagande distillée par la télévision, la radio et la grande presse.

Tout hold-up dont l'auteur n'est pas retrouvé est attribué aux «Nord-Africains», tous les faits divers dans lesquels des immigrés sont impliqués sont montés en épingle, tandis qu'on accuse de plus belle les travailleurs immigrés de venir «manger le pain des Français» : c'est la haine envers les immigrés, notamment algériens, qui est ainsi suscitée et exaltée. Or, non seulement le gouvernement n'y met pas un frein mais c'est lui qui «donne le la».

Stoléru n'a-t-il pas mis en avant son fameux «million» aux immigrés comme s'il décidait de leur faire un cadeau au détriment des Français ? Et suggérer que cela devait «libérer 160 000 emplois», n'était-ce pas en pleine période de chômage inciter à la haine envers ceux qui refusaient de partir ?

Le policier Marchaudon, lors de la reconstitution du meurtre du jeune Algérien, Mustapha Boukhezzer. Calme, souriant, il se sent manifestement protégé. Le voilà, le vrai visage du régime à l'égard des ressortissants algériens.

Feu vert au racisme

Les fascistes et les racistes de tout poil n'ont pas considéré cela autrement que comme un feu vert, l'ouverture de la «chasse à l'Arabe». Et l'attitude adoptée par les différents rouages de l'appareil d'État sur lequel le gouvernement a la haute main n'a pu que les encourager dans ce sens.

Les tabassages et les meurtres commis par des flics à l'égard d'immigrés ne se comptent plus et la justice montre à leur égard une indulgence bien complice.

Cela ne veut-il pas dire qu'il est permis aux fascistes d'avoir la détente facile quand il s'agit de travailleurs immigrés ?

Le gouvernement tire les ficelles

Barre et Stoléru peuvent bien prendre des mines hypocrites et laisser entendre vertueusement qu'ils réprouvent ce qu'ils appellent simplement des «abus racistes». Bien sûr, les personnages en vue, les politiciens bourgeois ne vont pas s'abaisser à se salir les mains. C'est toute la racaille et toutes les bandes armées dont la bourgeoisie s'entoure, qui commettent ses basses œuvres. Mais qui tire en sous-main les ficelles ? C'est le gouvernement qui dirige les affaires de la grande bourgeoisie. Voilà la réalité toute nue que voudraient cacher ces bourgeois aux apparences si convenables.

Jean NESTOR

Les dirigeants du PCF et l'immigration

Une politique discriminatoire et chauvine

Dans la France capitaliste en crise, tous les partis bourgeois rivalisent de propositions pour masquer le fait que le chômage est une tare inévitable du système et promettent d'y remédier.

La présence dans notre pays de plusieurs millions de travailleurs immigrés et leurs familles est le prétexte d'une campagne de plus en plus soutenue et nette de la part de la bourgeoisie, consistant à entreprendre l'expulsion des immigrés pour donner du travail aux Français.

Le procédé consiste à dissimuler que l'immigration n'est pas nouvelle en France, qu'elle n'a pas varié quantitativement de manière importante depuis les années 30, qu'elle est la conséquence directe de la politique impérialiste.

Les patrons et le pouvoir d'État qui sont responsables de l'immigration, source de profits supplémentaires par l'augmentation du nombre de prolétaires, cherchent à détourner la responsabilité de la crise sur les travailleurs immigrés. Avec les mesures Stoléru, le gouvernement intensifie les expulsions, les brimades de toutes sortes et suscite les crimes racistes dont les auteurs ne sont jamais retrouvés ou presque.

Dans le concert de la propagande et des actes à caractère raciste et chauvin, ayant pour but de diviser la classe ouvrière, les dirigeants du PCF tiennent un registre bien particulier.

Dans les discours et proclamations des dirigeants révisionnistes , au PCF comme à la CGT, la façade est antiraciste, contre les mesures Stoléru et pour l'unité de la classe ouvrière. Mais si l'on s'en tient aux faits, à la pratique et aux propositions concrètes la réalité est toute autre.

Dans les municipalités qu'ils dirigent, les notables du PCF, en particulier dans la banlieue ouvrière de Paris, réclament depuis plusieurs années la limitation à 9 ou 11 % la proportion d'immigrés dans la population locale.

N'est-ce pas là faire chorus avec la propagande du pouvoir selon laquelle les immigrés coûtent cher à la population française ?

En paroles, ils dénoncent le pouvoir mais dans les actes, ils font signer, comme nous l'avons déjà dénoncé (faits à l'appui), des pétitions dans certains quartiers comme à la Courneuve pour demander l'augmentation des rondes de police et une surveillance accrue des cafés arabes, trop «bruyants». N'est-ce pas là couvrir objectivement des assassinats racistes comme celui perpétré récemment à Marseille dans un café arabe par un commando à la tête duquel on a retrouvé un militant de la CGT.

Quand ils ont le monopole de l'embauche, comme chez les dockers, les dirigeants révisionnistes instituent eux-mêmes la discrimination raciste et relèguent les immigrés dans la catégorie la plus basse et ne leur octroient du travail que quelques jours par mois en fonction du volume de travail.

Ce n'est là d'ailleurs qu'une mise en pratique des propositions du PCF a l'égard de l'immigration, pour laquelle il préconise de planifier en fonction des besoins de l'économie ! C'est-à-dire faire appel aux immigrés quand les entreprises en auront besoin et les rejeter quand ça va mal.

D'ailleurs dans le Programme commun, la seule référence à l'immigration figure dans le chápitre sur l'emploi sous cette formulation qui est reprise dans les récentes propositions de loi du PCF («Humanité» du 23/11/ 73).

Dans ces mêmes propositions, le PCF préconise la «démocratisation des mesures d'expulsion «pas d'expulsion sans passage devant les commisions où siégeraient des représentants des syndicats et des immigrés» ! Quel progrés n'est-ce pas.

On pourrait allonger la liste en parlant de la trahison de la lutte des résidents des foyers Sonacotra ou des affiches chauvines du PCF: «achetons et fabriquons français»

Le combat contre les mesures Stoléru, les expulsions d'immigrés, par l'unité de la classe ouvrière passe par la dénonciation et la lutte contre les mesures et activités des dirigeants révisionnistes qui ne font qu'un avec celles du pouvoir sur le fond.

G.L



Les législatives de 78 et nous

AUJOURD'HUI : BREST
A l'heure des licenciements, de l'exode et des luttes

Dans la région de Brest, la vie tourne autour de l'agriculture et de la pêche, et quelques petites industries tirées de l'agriculture.

Les agriculteurs sont des petits et moyens paysans, endettés pour la plupart. La moyenne des exploitations est de 15 hectares.

La pêche est toujours une activité importante de la région. On y pêche essentiellement les crustacés au large des côtes. Les pêcheurs ont à faire face à de grandes difficultés. Ils sont victimes de la pollution et maintenant, ils luttent, avec les agriculteurs contre l'implantation de centrales nucléaires. Deux sites sont retenus plus particulièrement par l'EDF : Ploumoguer et Plogoff (près de la Pointe-du Raz). Enfin, il est un autre fléau et pas des moindres ; il s'agit des chalutiers soviétiques. Ces chalutiers, qui sont de véritables usines navigantes longues d'une centaine de mètres, arrachent toute la faune et la flore sur leur passage sans compter tout le matériel de pêche installé par les pêcheurs (filières, casiers, etc.)

A Brest, la vie économique est tributaire de la Marine nationale qui emploie beacoup de gens, qui possède les nombreux terrains militaires qui longent la côte.

A Brest même, premier port militaire de France, c'est elle qui dirige la plus grande entreprise de la ville à savoir l'Arsenal qui emploie 8 000 personnes. Elle prépare les bateaux militaires et les armes. Le site de Brest s'y prête c'est lui qui contrôle l'entrée des bateaux dans la Manche. En face de la ville, se situe l'Ile-Longue où sont les sous-marins atomiques.

Le port de commerce emploie aussi beaucoup de travailleurs au sein de petites et moyennes entreprises chargées de la réparation des bateaux de la marine et du chargement et déchargement qui se trouvent actuellement en difficulté.

Les licenciements sont devenus chose courante.

Sinon, il y a peu de grosses entreprises dans la ville. Deux dominent : Thomson-CSF qui emploie plus de 1 600 personnes (fabrication de matériel de télévision mais aussi de radars et de missiles pour l'armée). Ericsson, devenue une filiale de Thomson depuis cette année, fabrique des centraux téléphoniques pour les PTT. Dans cette usine, les OS sont la grande majorité des travailleurs et la plus grande partie d'entre eux sont des femmes.

Le bâtiment est aussi un grand employeur mais les petites entreprises sont en crise et elles aussi licencient.

Enfin, 2 800 personnes travaillent dans le secteur hospitalier, réparties en trois hôpitaux, dont le plus important est l'hôpital Morvan.

Les usines qui ferment, licencient, viennent aggraver une situation de l'emploi déjà catastrophique. Sur la population active de 80 000 personnes, il y a plus de 10 000 chômeurs !

Et bien sûr les jeunes sont les premiers touchés. Ce chiffre ne concerne que la ville de Brest proprement dite mais ils sont le reflet de la situation de l'ensemble du Finistère et plus globalement de la Bretagne. Cela renforce un exode vers le reste de la France. Pour trouver du travail, les travailleurs sont contraints de quitter leur pays.

Du côté de la bourgeoisie

Depuis cette année, c'est l'Union de la gauche qui est au pouvoir à la mairie. Le maire, Le Blé est au PS mais c'est le PC qui joue le rôle le plus important.

Quant à l'UDB (Union démocratique bretonne) elle navigue entre les deux. Cette mairie, que fait-elle de plus que la précédente ? Rien. Elle se contente, quand les luttes ont un impact, de condamner de principe l'intervention des flics venus pour expulser les résidents du Ker-Heol ou de voter une motion de soutien comme à l'hôpital. Le PC et le PS sabotent les luttes par l'intermédiaire des syndicats comme à l'hôpital Morvan où le Conseil départemental CFDT a tout fait pour empêcher le durcissement de la grève.

Aux législatives, c'est Le Blé qui se présente pour le PS. Le PC sera représenté lui, par Le Roux, actuel adjoint au maire, chargé de l'emploi à la mairie. Il est secrétaire fédéral du PC, membre du Comité Central du PCF. Pour l'UDB, c'est Le Prhon, Conseiller municipal et régional, réactionnaire notoire. Membre du bureau politique de l'UDB, il participa à l'exclusion d'un groupe Sklerijenn qui rejoignit par la suite les rangs des communistes marxistes-léninistes.

L'UDR sera représentée par De Bennetot. Député sortant, il est connu pour l'exploitation des 80 travailleurs de son entreprise qu'il paye quand bon lui semble.

Berest, l'ancien maire sera le candidat du Parti républicain. Il est essentiellement soutenu par les gros commerçants de la ville.

Parmi les différentes luttes qui se sont déroulées dans la région récemment, trois se détachent pour les répercutions qu'elles ont eues et pour leur importance.

L'hôpital Morvan

Une lutte s'est déroulée à l'hôpital Morvan de mai à juin cette année. Cette grève de 48 jours touchait les travailleurs du service de radiographie mais elle fut soutenue par l'ensemble des travailleurs de l'hôpital. Les grévistes réclamaient des augmentations de salaires mais aussi 10 jours ouvrés de congés supplémentaires aux brancardiers et aux femmes de service qui ne disposaient pas de cet avantage dont bénéficiait le reste des travailleurs du service. Malgré les tentatives d'intimidation, la répression qui s'exerça, dès le départ, la grève fut menée de manière exemplaire, les travailleurs, sous l'impulsion de quelques militants CFDT n'hésitant pas à employer des méthodes dures. Le patron fut séquestré et après que les flics soient intervenus pour le dégager, toute la tutelle régionale (le préfet, etc.) a cédé en promettant aux grévistes la satisfaction de leurs revendications.

Pourtant cette décision devait être remise en cause par le ministère de la Santé qui refusa d'entériner les décisions locales. La déception et l'écœurement ont touché les travailleurs du service ; la grève étant restée trop sectorielle, la ripose ne put se faire.

Cette lutte a recueilli un important soutien non seulement parmi les travailleurs de l'hôpital mais auprès de tous ceux de la ville. Les collectes faites dans les entreprises s'élevèrent à 7 millions.

Les ouvriers agricoles en lutte

Une lutte qui est aussi à noter est celle entreprise par les ouvriers agricoles de la région de Saint-Renan (au nord de Brest). Ces ouvriers sont employés par des entreprises agricoles spécialisées dans les gros travaux. Ces travailleurs, déjà mal payés, voyaient une partie de leurs salaires retenue pour payer les repas et les casse-croûtes. Ils se sont mis en grève pour exiger que les prix des repas soient inclus dans les salaires. Cette lutte, ils l'ont lancée dans une période où les gros travaux étaient urgents et ne pouvaient attendre. La victoire fut rapide ; une semaine plus tard, les patrons cédaient. Ce succès total est aussi le fruit d'une très grande unité entre ces travailleurs employés dans plusieurs entreprises et aussi du soutien qui s'organisait de la part des petits paysans. Les marxistes-léninistes ont soutenu activement cette grève en essayant d'organiser le soutien le plus large possible auprès des petits paysans mais aussi de la classe ouvrière de Brest.

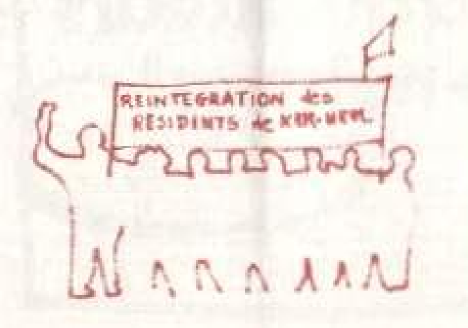
La lutte des résidents du foyer Ker-Heol

La lutte des résidents du foyer de Ker-Héol a démarré en mai dernier quand un nouveau directeur voulait appliquer à la lettre le règlement intérieur imposé par les gérants du foyer. Les résidents étaient considérés comme des mineurs irresponsables et ça, ils l'ont refusé. C'est principalement pour cela qu'ils ont décidé de bloquer tous les loyers sur un compte jusqu'à ce que le directeur cède.

Ce dernier qui a fait appel au tribunal a obtenu raison et tous les résidents furent expulsés. L'animateur qui n'était pas conforme à ce qu'il attendait fut licencié et n'est toujours pas réintégré.

Dans toutes ces luttes, les marxistes-léninistes ont été actifs par leur présence et en organisant un soutien réel.

Evelyne LE GUEN



Nos candidats

Fernand Moysan sera le candidat titulaire. Il travaille depuis cinq ans chez Ericsson. Il fut l'un des résidents du foyer de Ker-Héol et participa activement à la lutte. Didier Taulois, son suppléant travaille à l'hôpital Morvan. Employé dans le service de radiographie de l'hôpital, il joua un rôle déterminant pour le durcissement de la grève.



Fernand MOYSAN

Ces deux travailleurs seront les représentants des marxistes-léninistes qui profiteront de cette campagne politique pour expliquer nos idées, pour les faire connaitre plus largement.

Ils expliqueront que les élections pour nous sont un moyen de propagande, une tribune mais qu'en aucun cas, elles ne doivent être autre chose. Ils présenteront notre programme et insisteront sur l'importance des luttes dans la région.

Plus précisément, les axes de leur intervention se feront sur des points qui touchent plus particulièrement la région : vivre et travailler au pays en dénonçant l'exode rural et l'exode des jeunes vers le reste de la France, la lutte contre le chômage et la nécessité de l'unité entre les ouvriers et les paysans exploités.

Une tâche importante consistera à dénoncer les manœuvres du social-impérialisme russe, manœuvres d'intimidation, d'espionnage et de sabotage du travail des pêcheurs.

Ils montreront la trahison des luttes des travailleurs par les révisionnistes et les réformistes, la gestion bien bourgeoise de la mairie. Enfin, ils expliqueront que pour nous le seul moyen d'en finir avec les exploiteurs, c'est de faire la révolution et d'imposer la dictature du prolétariat.

Après le 2e congrès de l'organisation trotskiste OCT

ECHEC ET CRISE

Le deuxième congrès de l'organisation trotskiste «Organisation communiste des travailleurs» (OCT) a été un constat officiel d'échec et de crise, après seulement une année d'existence. Les causes de cet échec dépassent en importance le cadre même de cette petite organisation de moins de 2 000 adhérents.

L'OCT est allée à son deuxième congrès divisée en deux courants, et ce, pour la première fois de sa courte histoire.

Grandes contradictions

Le problème central posé est celui du «réformisme». Ce que cette organisation appelle le réformisme, ce sont le PCF et le PS. Il semble (nous disons «il semble», car les débats sont parfois difficiles à saisir) que le courant minoritaire reproche au courant majoritaire de se laisser influencer par le réformisme.

Autre question centrale : la liaison de l'OCT aux différents mouvements de lutte qui se sont faits jour (lutte des femmes, des jeunes, etc.), le rôle et la place d'une organisation politique face à ces mouvements de masse. Les deux courants sont d'accord pour dire que l'OCT n'est pas vraiment liée à ces mouvements de lutte, aux masses travailleuses en général. Mais les solutions proposées sont différentes. Il semblerait que la minorité insiste plus sur les dangers d'avoir une organisation politique structurée et d'avant-garde qui serait coupée des masses, tandis que la majorité insiste sur la nécessité d'une organisation politique structurée pour jouer un rôle dans la lutte des masses. Il en découle deux conceptions de l'organisation politique. Le congrès n'a résolu aucune de ces questions.

La question centrale

Le problème de fond, pour cette organisation trotskiste, comme pour toute autre organisation trotskiste, c'est son attitude par rapport au PCF et au PS.

L'attitude de l'OCT est à la fois d'émettre un certain nombre de critiques à Mitterrand et Marchais, au Programme commun, mais sans sortir du cadre même de la gauche. Par exemple, sur un point important comme les nationalisations, au-delà de quelques paroles très dures, l'OCT fait des propositions pour avoir de «bonnes» nationalisations. C'est toute la politique trotskiste de soutien critique à l'Union de la gauche, pour un «bon» gouvernement, tout en parlant de révolution.

A la base, les militants de l'OCT ne savent plus sur quel pied danser. Ces atermoiements sur l'Union de la gauche découragent les travailleurs qui peuvent, un moment donné, écouter les militants de l'OCT : «En fin de compte, vous êtes pour l'Union de la gauche, ou vous êtes contre ?», telle est la question.

Ce n'est pas avec de telles «subtilités» de ligne que l'OCT peut se lier aux masses ou unifier sa propre organisation. Pour cela, il faut une ligne politique claire et non pas un soutien critique à la gauche, parler de la révolution tout en appelant à voter pour le PCF et le PS.

Et demain

A Paris, on parle d'une soixantaine de militants de base qui ont quitté l'OCT. Cette démission de militants est un phénomène général. Dans le dernier numéro de son journal «L'Étincelle», l'OCT annonce la démission collective de l'équipe d'impression technique du journal et du comité de rédaction.

La crise de l'Union de la gauche, c'est aussi la crise des organisations trotskistes qui la soutiennent. La question est claire : on ne peut soutenir d'aucune manière Mitterrand et Marchais, à moins de vouloir consciemment jouer le jeu du PCF et du PS. Aujourd'hui, plus que jamais des militants qui veulent sincèrement servir les travailleurs ne peuvent que rejeter complètement toute illusion sur l'Union de la gauche et donc sur le trotskisme. Tergiverser sur ces questions aujourd'hui est trop grave.

Quand on dit Nous n'avons aucune confiance dans l'Union de la gauche, il faut en tirer toutes les conséquences.

Philippe LECLERQ

Extrait d'un appel de l'OCT après la rupture de l'Union de la gauche. Titre : «Appel à la lutte». Début de l'article : «L'Union de la gauche ne défend pas les travailleurs, elle sabote les luttes». Un peu plus loin : «Nous n'avons aucune confiance dans l'Union de la gauche». Un peu plus loin encore : «Nous voterons pour eux au second tour pour développer les luttes des travailleurs». Ne pensez-vous pas qu'il faudrait choisir...

le sort des travailleurs dépend des travailleurs eux-mêmes!

compter sur ses propres forces

Convention européenne contre le terrorisme

De sales desseins antipopulaires

Au dernier Conseil européen, Giscard a joué les chefs de file pour réclamer l'extension de la collaboration des forces de répression à l'échelle européenne. Il a revendiqué la création d'un *«espace judiciaire européen»* comme pendant à l'existence d'un prétendu *«espace démocratique européen»*.

Que cache cette formule aux nobles résonnances, mais somme toute assez claire ? Simplement la volonté de débarrasser les gouvernements bourgeois européens du petit nombre de contraintes qui leur interdisent l'arbitraire complet en matière de collaboration des polices et des appareils judiciaires. Le tout au nom de la lutte contre le «terrorisme».

La convention européenne sur la répression contre le terrorisme

L'escalade dans cette voie ne date pas de cette petite phrase, conséquence immédiate de la colère soulevée par la scandaleuse extradition de l'avocat Klaus Croissant.

Déjà en juillet 1976, les neuf pays membres de la Communauté européenne décidaient de mettre au point une convention qui permettrait une extradition presque «automatique» des «terroristes», entre les pays membres de la CEE. Cette «convention européenne sur la répression contre le terrorisme», préparée avec une extrême discrétion, devait être signée le 27 janvier dernier par 17 des 19 États membres du Conseil de l'Europe. La France était du nombre, mais pour être applicable sur notre territoire, ce traité doit encore être approuvé par le Parlement et ratifié par le président de la République.


RFA : fouilles de voitures

L'extradition, c'est à dire la remise par un État d'une personne se trouvant sur son territoire à un autre État qui le réclame, soit pour le juger, soit pour lui appliquer une condamnation déjà prononcée, est traditionnellement refusée pour *«les infractions politiques ou à mobile politique»*. (loi du 10 mars 1927).

L'article premier de la Convention européenne énumère, de façon très extensive, un certain nombre d'infractions qui ne pourront plus être considérées, en cas de demande d'extradition, comme des infractions politiques.

L'article 2 de la Convention étend ces dispositions à une série d'autres infractions allant jusqu'à *«tout acte grave contre les biens»* et de simples cas de *«tentative»* ou de *«complicité»*.

Plus grave encore, la convention ne prévoit aucune clause spéciale pour les auteurs d'infractions bénéficiant du statut de réfugiés politiques. Elle revient ainsi sur le principe fondamental selon lequel un réfugié politique ne peut être expulsé vers son État d'origine ou vers un autre État où sa vie et sa liberté sont menacées. (Préambule de la constitution).

Avoir les coudées franches au niveau européens

Avec cette nouvelle convention, les gouvernement bourgeois s'appuient sur l'émotion provoquée par le développement d'un terrorisme réel en RFA, pour organiser une répression qui dépasse bien largement ce cadre et vise les luttes révolutionnaires qui utilisent la juste violence des masses contre celle, quotidienne, de la bourgeoisie et de son État.

La collaboration organisée de la police française avec celle du Maroc (qu'on se rappelle l'assassinat de Mehdi Ben Barka), de Tunisie, d'Iran, du Chili, d'Argentine, du Brésil, de l'Espagne, n'est plus à démontrer. Une telle convention lui donnera les coudées plus franches au niveau européen pour réprimer les militants basques comme Apalategui, espagnols comme Antonio Saura, récemment expulsé de France, ou palestinien comme Abou Daoud, dirigeant de l'OLP, scandaleusement arrêté et détenu alors qu'il venait assister à l'enterrement du militant palestinien assassiné à Paris, Mahmoud Saleh.

L'unité européenne qui se forge dans la résistance à l'hégémonisme des superpuissances est une bonne chose du point de vue des prolétariats et des peuples d'Europe. L'Europe des polices et de la répression tournée contre les luttes populaires et révolutionnaires, doit être combattue énergiquement et sans concessions.


RFA : 60 millions d'Allemands sont conviés par tracts et haut-parleurs à collaborer avec la police.

Annie BRUNEL

D'AUTRES SAIDA MENEBHI SE LEVERONT

Maroc

Le Maroc connait de grandes difficultés économiques. De plus le régime marocain est étroitement lié aux impérialismes français et américain. Il subit les crises du capitalisme mondial. Depuis 1975, la crise s'approfondit et la guerre qu'il mène contre le peuple sahraoui aggrave la crise.

En même temps, le gouvernement fasciste renforce la répression contre les militants progressistes du pays.

La répression sauvage contre le peuple

La répression au Maroc, ce n'est pas une chose nouvelle. Les assassinats de Ben Barka et de Ben Jelloun en sont un exemple.

Depuis, arrestations, tortures se succèdent. En février 1977, c'est le procès de 179 militants marxistes-léninistes. A cette parodie de procès, les détenus ont répondu, lors de l'annonce du verdict, par un chant révolutionnaire. Parmi eux, 44 sont condamnés à la prison à vie, 21 autres à 30 ans, etc.

Leur délit : être militants marxistes-léninistes avec pour preuve, l'existence chez eux de certains livres, revues, etc. Voilà pourquoi, ils sont torturés et emprisonnés. Leurs conditions de détention sont des plus barbares. Au Maroc, c'est le mur du silence qui est organisé. Pour rompre ce mur, les détenus ont décidé d'entamer le 8 novembre une nouvelle grève de la faim.

Les détenus font la grève de la faim

Le 8 novembre, date du début de cette grève, les détenus (plus d'une centaine) ont pu faire parvenir un communiqué dont voici quelques extraits : *«Nous, détenus politiques grévistes de la faim à la prison de Kénitra et à la prison civile de Casablanca, afin de mettre un terme à la torture qui règne à l'intérieur de la prison et de mettre fin à toutes les formes de persécution, dont nous sommes l'objet, nous nous adressons à notre peuple et à ses forces progressistes et démocratiques, afin de dénoncer la répression qui sévit dans les pénitenciers à l'encontre de tous les militants et afin d'imposer le respect des droits légitimes des détenus politiques»*.... *«Tout cela* (arrestations, enlèvement, tortures) *rentre dans le cadre de la répression des classes laborieuses afin de les empêcher d'édifier leur Parti et d'approfondir leur conscience politique. Par son militantisme et sa mort sous la torture en 1974, notre camarade Abdelatif Zeroual personnifie notre foi complète dans notre peuple héroïque et notre détermination à se sacrifier afin de réaliser les aspirations révolutionnaires de notre peuple, qui combat la main dans la main avec le peuple palestinien et le peuple arabe...*

«... La répression dont nous sommes victimes commence à prendre ces derniers mois un ton sauvage, fait de persécution et de terreur. En effet, l'administration jette sans motif un certain nombre de nos camarades dans l'isolement le plus total et les soumet à des tortures continues (notre camarade Abraham Serfaty est en train de passer sa troisième année consécutive dans l'isolement). L'administration a séparé les détenus en petits groupes très isolés. L'administration met à nu les détenus avant de les jeter dans des cellules obscures où ils passent plusieurs mois, nus, sans couverture, sans lit, sans provision, sans soins et sans visite. A titre de ration quotidienne, les isolés reçoivent un pain et deux litres d'eau par jour. Même nos familles n'ont pas été épargnées et l'administration ne cesse d'exercer des pressions et des persécutions».

Depuis, ils poursuivent leur grève dans des conditions très difficiles ; aucun soin n'est donné à ceux qui tombent malades. Plusieurs d'entre eux sont dans un état grave.

Saïda Menebhi

Il y aura d'autres Saïda Menebhi

Saïda Menebhi est morte dimanche 11 décembre au matin. Elle avait arrêté la grève le 27 novembre quand elle sentit que son état était très grave. Les médecins n'ont alors rien fait pour la sauver. Interrogé sur ce crime, le directeur de la prison a dit : *«Il faut qu'il y ait deux ou trois morts pour faire quelque chose»*.

Lors d'une conférence de presse, Aziz Menebhi, frère de Saïda et président de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains), a rappelé le combat que sa sœur a mené, combat qui fait partie de celui de tout le peuple marocain : *«Ma sœur, ma camarade, avait pour but de changer radicalement cette société sous domination française pour une société démocratique, libre, sans exploitation ni oppression»...*

«... Elle n'est pas morte car le combat qu'elle menait, le peuple le continue. Il y aura d'autres Saïda Menebhi».

Le gouvernement s'est servi du corps de sa victime comme chantage. Il a exigé de la famille que le cortège ne soit pas constitué de plus de 60 à 90 personnes sinon il ne remettait pas le corps à la famille.

Durant les jours qui suivirent, les parents de Saïda furent sans cesse interrogéscar ils avaient commis le crime de divulguer aux gens le meurtre dont fut victime leur fille. Leur maison fut fouillée à trois reprises.

Si le gouvernement attend la mort de plusieurs camarades pour faire quelque chose, les victimes sont déjà choisies. En effet, plusieurs détenus sont dans un état grave et particulièrement deux femmes, Fatima Oukacha et Rabea Ftouh.

La bourgeoisie française est complice de toute cette répression au Maroc. En ce moment, les expulsions sont très courantes, elles touchent ceux qui ont pris position contre l'invasion du Sahara. Le gouvernement français est complice en faisant, lui aussi, un mur du silence autour de ces crimes du gouvernement d'Hassan II. La presse bourgeoise présente le Maroc comme un pays démocratique sans une seule fois faire mention de la situation réelle.

Nous appelons nos lecteurs à faire connaitre ce qui se passe dans les prisons d'Hassan II et à dénoncer la complicité de la bourgeoisie française.

Evelyne LE GUEN

En bref

• Rhodésie

Un prêtre suisse, Paul Egli, récemment libéré des prisons rhodesiennes a expliqué la situation alarmante qui règne dans les prisons. Il fut arrêté le 24 novembre 1976 pour n'avoir pas dénoncé aux autorités des maquisards et avait été condamné à cinq ans de travaux forcés mais sa peine fut réduite et il put sortir de prison, le 7 décembre dernier. Il a alors affirmé qu'il y a des enfants de huit ans parmi les quelques cents détenus de la prison de Marandella : «J'ai vu arriver une vingtaine d'enfants portant tous des traces de coups. Parmi eux, se trouvaient un enfant de huit ans qui avait beaucoup de peine à porter sa couverture et ses effets personnels».

La situation est très alarmante à la prison de haute sécurité de Salisbury où sont détenus 2 000 Noirs, 35 Métis et 70 Blancs.

• Bolivie

Quelques 70 000 mineurs boliviens du secteur public et privé ont exigé de la part du gouvernement que l'armée évacue les mines du pays, occupées depuis dix-huit mois à la suite des menaces de grève générale.

Une pétition a été rédigée à l'issue d'une assemblée générale de mineurs qui ont également insisté sur la lutte à mener pour le rétablissement des organisations syndicales.

A ce propos, ils ont condamné l'avant-projet gouvernemental du code du travail qui insiste sur la nécessité de l'existence de syndicats «apolitiques». Les mineurs refusent cette limite en expliquant que ce serait «un recul dans la lutte des ouvriers boliviens pour une plus grande justice sociale».

• Canada

Le taux de chômage est passé en novembre à 8,4 %, égalant le record des années 40. Autrement dit sur 12 travailleurs, il y en a un au chômage. Le nombre de chômeurs était de 840 000 en novembre contre 708 000 au même moment un an auparavant. Le Québec a toujours le plus grand nombre de chômeurs : un travailleur sur huit est sans travail

• Corée du Nord

Kim Il Sung, le président de la Republique démocratique populaire de Corée a été de nouveau réélu président lors de l'ouverture à Pyongyang de la première session de la sixième assemblée suprême du peuple.

Cette assemblée doit également débattre du second programme de développement économique du pays, qui couvrira les années 1978-1984.

Nouvelles des pays socialistes

LE KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE (CAMBODGE)

Aujourd'hui le peuple du Kampuchéa démocratique s'est libéré totalement de l'exploitation et de l'oppression de l'impérialisme et des classes exploiteuses. Ouvriers et paysans ont retrouvé leur dignité et sont devenus les maîtres du pays et du pouvoir d'État. Sous la juste et clairvoyante direction du Parti communiste du Kampuchéa, ils se sont mobilisés avec enthousiasme pour édifier une société nouvelle, un pays prospère, indépendant, socialiste.



Dix mille, vingt mille, trente mille personnes travaillent dans chaque chantier de construction de réservoirs, de canaux, de digues ; les travaux avancent à une allure record. Les régions rurales du pays sont en train de connaître de profonds changements.

L'agriculture constitue la principale source d'accumulation de capital qui permet d'édifier progressivement une industrie légère et lourde. Pour cela la maîtrise de l'eau est d'une importance vitale «avec l'eau, avec du riz on a tout».



Sous le régime néo-colonial, les usines équipées d'appareils et de machines importées dépendaient de l'étranger pour les pièces de rechange et les matières premières. Les machines-outils étaient rarement conduites par des Cambodgiens. Maintenant, la nouvelle génération d'ouvriers et ouvrières ont pris entièrement en main le fonctionnement de toutes les usines. Celles-ci sont désormais ravitaillées en pièces de rechange et accessoires fabriqués sur place, avec les matières premières produites dans le pays même.

Pour toute la production orientée vers le développement de l'agriculture, les ouvriers travaillent en étroite coopération avec les paysans.



La ligne politique en matière d'éducation, de la littérature et de la culture est de procéder en étroite liaison avec le travail pratique, la production, l'amour de la patrie, le souci de la défense et de l'édification nationale. Les études, désormais, sont faites essentiellement dans les usines et les coopératives de production agricole. Ci-dessus, un jeune écolier soigne les animaux de la coopérative où il étudie.



L'Armée révolutionnaire formée de jeunes ouvriers et paysans a consenti d'immenses sacrifices pour la libération du pays. Aujourd'hui, tout en exerçant un contrôle vigilant sur la défense du pays, elle participe activement aux travaux d'édification socialiste, met en valeur de nombreuses terres en friche. Elle vit, travaille avec les ouvriers et paysans, forme avec eux un seul et même corps. Ci-contre, une unité de combattantes épandent les engrais dans une rizière.

La dure condition des travailleurs turcs en France

Ils sont 60 000 dans notre pays, près de 3 millions en Europe. Émigrés de leur pays, recrutés là-bas par les services de l'impérialisme, chassés par le chômage : trois millions de chômeurs officiels en Turquie — en tout un tiers de la population active est sans travail au pays.

C'est en 1969 qu'a commencé l'immigration turque en France. Des accords signés entre les gouvernements turc et français ont amené en Turquie la création d'un bureau de l'ONI (Office national de l'immigration) qui organise donc sur place le recrutement de la main d'œuvre.

A l'origine, c'était surtout pour les grandes entreprises métallurgiques que recrutait l'ONI : Citroën, Simca — mais depuis, il y a aussi des travailleurs turcs dans le bâtiment, dans les eaux-et-forêts, dans le textile ; ils sont répartis dans toute la France, surtout dans l'Est, mais aussi à Lyon et dans la région parisienne.

Pour la plupart issus de milieux paysans d'Anatolie centrale, ils ont été attirés en France par l'espoir de hauts salaires. Mais leur sort est le lot de tous les autres travailleurs immigrés : l'exploitation, la misère, le mépris, l'isolement aussi. Les accords de 1969 interdisaient aux travailleurs turcs de faire venir leurs familles. Cette législation a été libéralisée en 1974 : 12 000 familles turques sont maintenant en France. Mais les mesures Stoléru visent à les chasser, avec la promesse démagogique du cadeau d'un million de centimes. Pour l'instant, ces mesures, unanimement réprouvées par les travailleurs turcs, n'ont eu aucun succès : les travailleurs turcs ne sont pas disposés à se laisser chasser comme du bétail.

Pourtant, leurs conditions de vie sont loin d'être roses ! A l'exploitation quotidienne dans les usines, aux nombreux accidents et maladies du travail, s'ajoutent les problèmes de logement. Les Turcs vivent, comme leurs frères immigrés, dans les foyers Sonacotra, ou dans des chambres de bonne sans confort, ou bien aussi dans des cités où le pouvoir les concentre pour les isoler et les surveiller, comme à Goussainville, à Sarcelles ou à Saint-Denis. La vie des femmes y est particulièrement difficile : le plus souvent au foyer, analphabètes, elles souffrent de l'isolement le plus total.

Il y a aussi le problème de la scolarisation des enfants : dans les écoles françaises, les fils d'immigrés se retrouvent sur les bancs des classes «pratiques» où l'on perd son temps à ne rien apprendre. Et dans les écoles turques organisées en France par le gouvernement turc, les enfants sont soumis à une idéologie fasciste destinée à en faire des serviteurs dociles.

Unité avec tous les travailleurs

Soumis à la même exploitation que tous les travailleurs, les Turcs participent de plus en plus activement à la lutte contre le capitalisme, au coude à coude avec leurs frères de classe français et immigrés. En 1971, ils se sont signalés par leur combativité dans le bâtiment. Plus récemment, en mai 1971, ils ont été à la pointe des luttes chez Roth, à Strasbourg.

Et c'est à cette unité avec tous les autres travailleurs que travaillent les militants du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie (TIIKP), tout en mobilisant aussi les travailleurs turcs pour l'objectif de la révolution nationale démocratique en Turquie.

Ainsi que le déclarait le récent communiqué commun du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et du TIIKP :

«Le TIIKP affirme son soutien chaleureux au PCMLF dans ses efforts pour construire l'unité entre tous les travailleurs français et immigrés et appelle les travailleurs turcs immigrés en France à soutenir la lutte et la ligne du PCMLF».

J.S

Dans une manifestation en France, des travailleurs révolutionnaires turcs.



Decazeville

Les leçons d'un conflit

Nos camarades de Decazeville nous ont envoyé un important texte dans lequel ils tirent les leçons de leur activité dans la longue lutte qu'ont mené les travailleurs des Aciéries de Decazeville, contre tout licenciement. Cette lutte ne s'est pas terminée par une victoire. Pour tous les travailleurs qui veulent affronter le capitalisme pour vaincre, qui ne veulent pas que leurs luttes pourrissent peu à peu et voient en fin de compte les plans patronaux appliqués, comme bien des conflits en offrent l'exemple (récemment encore Dubigeon), ces leçons peuvent être importantes et les aider à mieux s'orienter dans les combats à venir.

Rappelons tout d'abord les principales caractéristiques et étapes de cette lutte qui eut un grand retentissement fin 1976 et début 1977.

Aux AUMD avait été mis en place un plan prévoyant la séparation de l'entreprise en deux : aciérie d'une part, fonderie de l'autre, avec de nombreux licenciements.

Pendant près de 11 mois, les travailleurs ont mené la lutte contre le démantèlement, les licenciements, pour la survie d'un bassin déjà fort éprouvé par la fermeture des mines en 1962.

Les travailleurs ont montré une grande détermination, de grandes manifestations ont eu lieu : plusieurs opérations «bassin mort», à Decazeville, attaque de la préfecture à Rodez, occupation des bureaux de Creusot-Loire à Paris, trains bloqués, PDG séquestré.

Face à la popularité extraordinaire de la lutte dans la région, face à la détermination de nombreux travailleurs, le PCF a toujours déclaré être solidaire et vouloir refuser tout licenciement. Mais dans les faits, le PCF et la municipalité où il est majoritaire depuis les dernières élections, ont œuvré dans le sens de la démobilisation, impulsant de l'extérieur dans la CGT (majoritaire dans l'usine) une ligne visant au compromis et s'opposant de manière aiguë à la volonté de se battre de nombreux militants. Le PCF s'appuyait pour cela :

– sur un courant pessimiste réel (qu'il cultive depuis longtemps) sur la base de la fermeture des mines, malgré la lutte en 1960.

– sur le chantage patronal à la fermeture : «mieux vaut 100 licenciements qu'une usine fermée».

Jusqu'en mars dernier, la détermination des travailleurs était si grande que le PCF n'osa pas avancer ce second argument, s'adonnant à d'autres manœuvres du genre «rencontre avec Robert Fabre», personnalité locale (le PCF a belle mine maintenant). Il n'apparaissait pas ou peu dans les manifestations. Mais après mars, l'encadrement du PCF se fit plus massif et le mot d'ordre «nationalisons la sidérurgie» remplaça «Non aux licenciements», sans que s'y oppose la CFDT, très suiviste.

Petit à petit, la combativité s'est émoussée, la lutte a été décentrée : de l'usine, de la préfecture, on est passé au Parlement ; et sur la base de ce pourrissement, voulu à la fois par le patronat et le PCF, les industriels ont pu imposer leur plan. L'enterrement de la lutte n'était plus alors qu'une question de forme, de temps : la ligne de capitulation se concrétisa par un accord comité d'entreprise-syndic, prévoyant, en échange de l'acceptation du plan des industriels, *le non licenciement des délégués et des cadres !*

Cet accord, longtemps tenu secret, fit grand bruit quand il fut affiché, provoquant des remous au sein de l'intersyndicale et du PCF. Quant aux militants de base, ils ont bien senti là qu'ils avaient été roulés par des messieurs qui, eux, ont un emploi assuré !

Après une dernière manifestation en septembre où s'achève la sale besogne de démobilisation et d'écœurement, l'intersyndicale chante en octobre la chanson du responsable : «Ça ou rien». «Ça» : c'est les 100 licenciements proposés par Creusot Loire et le démantèlement, «rien» : c'est la fermeture.

Les lettres de licenciement étaient arrivées ; l'intersyndicale appelle à voter pour ou contre la venue des industriels expliquant que seul le «oui» est «réaliste». La majorité des travailleurs vote pour ; tout le monde est couvert : le tour est joué.

J.D

Martigues

Ceux de Naphta...



Naphta-chimie, filiale du groupe Rhône-Poulenc c'est la plus grosse entreprise de Martigues, une des plus importante de la région après Solmer, BP etc,. Une région où la chimie occupe une place importante. Elle emploie 3 000 salariés plus un millier qui dépendent d'entreprises sous-traitantes.

Le 1e décembre, en assemblée générale, c'est 150 travailleurs des crakings et du parc qui décidaient la grève, par la suite cette grève s'est étendue à toute l'usine. Les travailleurs réclament l'embauche de 5 salariés supplémentaires afin d'améliorer les conditions de travail déjà pénibles du fait du travail posté (équipes). Cette revendication avait déjà fait l'objet d'un accord, la direction en mai 77 avait signé un engagement en ce sens. En fait elle tente de revenir sur un certain nombre d'avantages acquis.

Lundi 19 décembre, au matin, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO appelait à la reprise du travail, après la lutte la plus dure et le plus longue qu'ait connue l'usine (18 jours de grève). Le seul résultat obtenu a été la promesse d'embauche des 5 personnes demandées aux crackings au plus tard le 1er mai 1978 et avant si la production atteint 32 000 tonnes par mois ; une augmentation hiérarchisée de la prime semestrielle. Ceci ne représente presque rien.

D'ores et déjà, deux faits importants sont à prendre en compte : il y a d'une part la pratique antidémocratique et de frein à la lutte de certains dirigeants CGT-PCF. Il y a d'autre part le suivisme de la CFDT qui, malgré ses positions justes, a été incapable d'imposer les aspirations des travailleurs.

La lutte pour une bonne orientation du syndicat

Nos camarades de Decazeville qui éditent un journal «Le travailleur rouge» estiment avoir joué un rôle certain dans la première partie du conflit : ils ont lancé des mots d'ordre tels que «Pas un seul licenciement», «Manifestation en tenue de travail», «Tous à la préfecture», etc. repris par les travailleurs et les organisations syndicales. Ils ont su ponctuellement durcir le conflit et n'ont pas dénoncé les responsables PC et syndicaux tant que leur attitude (quelles qu'en soient les motivations) a été principalement correcte, tactique appréciée des travailleurs et qui a surpris les responsables en question.

Mais, face à la politique de pourrissement provoquée par le PC et le patronat, face à la lente dégradation, dans la seconde phase du conflit, ils se sont trouvés désarmés.

Ils pensent que cela vient du fait qu'ils n'avaient que peu d'influence dans les syndicats de l'usine : nos camarades (par ailleurs très liés aux travailleurs) avaient négligé d'y développer leur activité.

Or en effet, les travailleurs n'ont d'autre organisation, pour conduire leurs luttes revendicatives, leurs luttes de masse dans les entreprises, que justement les syndicats.

Nombreux sont les travailleurs qui, comme nos camarades, ont conscience que les syndicats ne mènent pas correctement les luttes, sont un peu dégoûtés des échecs auxquels ils les conduisent le plus souvent : ils s'en désintéressent, se contentent de discuter avec les travailleurs autour d'eux, avec lesquels ils sont très liés parce qu'ils en reflètent généralement bien les aspirations et, en cas de conflit, lorsque la combativité est grande, ils sont les premiers à mettre en avant les justes mots d'ordre, à proposer des formes de luttes efficaces qui recueillent une large adhésion.

Mais quand le mouvement s'essouffle, le défaitisme, les tendances capitulationnistes sont vite là et ils se trouvent désarmés !

Et le principal véhicule du défaitisme et du capitulationnisme dans les syndicats, c'est aujourd'hui la ligne des partis de l'«Union» de la gauche, car elle est dans son essence la préparation à la collaboration généralisée des syndicats avec un gouvernement de gauche.

Mener la lutte dans les syndicats contre la ligne défaitiste et capitulationniste, mener la lutte pour que les syndicats échappent au contrôle des partis de l'Union de la gauche, c'est une impérieuse nécessité pour que les luttes soient victorieuses aujourd'hui.

C'est dès maintenant l'affaire d'un grand nombre de travailleurs. C'est bien sûr aussi celle des communistes marxistes-léninistes. Et le Parti marxiste-léniniste devra être capable de la conduire jusqu'à son terme : la victoire de la ligne de lutte de classe contre la ligne défaitiste capitulationniste et de collaboration de classe.

Jacques DUROC

Le mouvement de grève à EDF-GDF

Une réelle combativité

«Mauvaise action», «Sabotage de l'économie», le patronat et le gouvernement se sont déchaînés contre le mouvement de grève des gaziers et électriciens pendant la première quinzaine de décembre.

Ce mouvement que Barre et Ceyrac ont qualifié de minoritaire a été assez largement suivi et combatif. Bien que les dirigeants des fédérations CGT et CFDT aient réussi à imposer la suspension pour la période des fêtes, il est possible que le mouvement se poursuive en janvier. En effet, les revendications, salaire minimum à 2 500 F et 200 F d'acompte pour tous, en attendant la revalorisation des salaires, ne sont pas du tout satisfaites.

A l'issue de la manifestation qui rassembla environ 5 000 gaziers et électriciens dans la matinée du 16 à Paris, nous avons interrogé plusieurs travailleurs d'EDF pour en savoir plus. Parmi eux, il y avait deux de nos camarades qui seront candidats dans le 19e arrondissement en mars 1978.

Q : Comment le mouvement s'est-il déclenché ?

— R : Depuis la mise en place du plan Barre, et la journée du 7 octobre 1976, les fédérations CGT et CFDT nous ont appelés à toute une série de journées d'action, au total sept fois 24 heures. Au fil des mois, la participation devenait moins importante, beaucoup de gens se rendaient compte qu'on n'arriverait à rien avec ce type d'action. Le mouvement de grèves tournantes qui fut proposé par la fédération CFDT correspond à une volonté de lutte des gaziers-électriciens.

Q : Croyez-vous que les grèves tournantes soient plus efficaces que les journées de 24 heures ?

— R : Oui. La grève tournante région par région, et reconductible jusqu'à satisfaction présente aujourd'hui plusieurs avantages. Les grévistes ne perdent que quelques heures de salaires par semaine et en même temps, avec les arrêts de production, et les coupures au niveau de la distribution, c'est l'ensemble du réseau qui se trouve désorganisé. Les mois d'hiver sont des périodes de consommation maximum et même sans grève, il est difficile à EDF de passer les pointes.

Q : La production est insuffisante ?

— R : Ils ont des difficultés au niveau de l'appareil de production classique (hydraulique et thermique) depuis que l'essentiel des investissements sont consacrés au nucléaire. Bref, c'est assez efficace et on peut tenir longtemps. Nous venons de calculer que douze semaines de grèves tournantes (quatre heures par jour) ne nous auraient pas coûté plus cher que tout ce que nous avons perdu en journées d'action sans lendemain depuis le 7 octobre.

D'autre part, avec la grève tournante, les coupures sont limitées dans le temps et se reproduisent régulièrement. De cette façon, les patrons ne peuvent plus lock-outer dans les usines comme ils le font de plus en plus souvent dans le cas des journées de 24 heures en faisant récupérer le samedi.

Q : Quelles conséquences a eu la campagne anti-grève du gouvernement et l'opération d'intoxication visant à créer une opinion publique hostile aux grévistes d'EDF-GDF ?

— R : La première conséquence, c'est que ça a renforcé le mouvement. D'une part, c'était la preuve qu'on leur faisait mal, d'autre part on ne pouvait pas laisser remettre en cause le droit de grève. Quant à la campagne de division des travailleurs, elle a échoué !

Mercredi, le 14 décembre, 40 à 50 000 tracts CFDT ont été distribués à la gare Saint-Lazare : on n'a pas rencontré de sentiment d'hostilité. Et puis les luttes des travailleurs se soutiennent mutuellement ; par exemple lundi, au centre Murat (Service centraux EDF), la CFDT a organisé une collecte avec les égoûtiers. 500 000 anciens francs ont été recueillis pour soutenir leur grève qui dure depuis plus de huit semaines.

Pour nous, les délégations de petits patrons, de gros bras CFT et de flics en civil, ça ne compte pas.

Q : Voyez-vous une suite au mouvement ?

— R : Boiteux (*) n'a pas arrêté de dire qu'il refusait toute négociation sur les salaires. Bien sûr, le gouvernement ne veut pas qu'une brèche soit ouverte dans sa politique de blocage des salaires. Les dirigeants des fédérations en suspendant la grève de mercredi ont montré qu'ils étaient prêts à capituler et à arrêter le mouvement dès qu'on leur permettrait de s'asseoir autour d'un tapis vert. Il faudrait dès janvier relancer la grève tournante jusqu'à satisfaction.

Propos recueillis par Pierre Marceau.

(*) PDG de l'EDF.

Les gaziers électriciens ne se laissent pas intimider par Barre. Vendredi 16 décembre, à Paris, ils sont des milliers dans la rue pour le montrer.

Les ouvriers du bâtiment de Laval

ARRACHER LA VICTOIRE !

Les établissements Praizelin emploient, en Mayenne environ 200 travailleurs. Cette entreprise de bâtiment, spécialisée en chauffage, a d'autres agences à Angers, Le Mans et Paris (600 travailleurs).

La mise en liquidation des biens a été décidée par le tribunal de commerce de Rennes, le 2 décembre : un syndic était nommé.

Les travailleurs étaient informés que la paie de novembre de l'entreprise serait éventuellement reprise.

Le 12 décembre, presque tous les travailleurs ont reçu leur lettres de licenciement envoyée par le syndic. Celui-ci, a passé outre à la loi, car il n'a pas prévenu l'inspection du travail avant l'envoi des lettres de licenciements. Ces méthodes visent à casser la mobilisation et la combativité des travailleurs en essayant de liquider l'affaire le plus rapidement possible.

L'occupation

Ce jour-même, ils apprennent que Tunzini (l'éventuel acheteur) refuse de reprendre l'entreprise car il estime qu'une entreprise n'est bonne à prendre qu'à condition que les travailleurs se taisent et ne mettent pas en avant leurs justes revendications.

Face aux licenciements et au refus de Tunzini, les travailleurs décident l'occupation des locaux.

En même temps, ils décident de constituer un comité unitaire de base avec différentes commissions : sauvegarde du matériel, presse, photos, relations extérieures, propagande, matériel et locaux, loisirs et jeux, finances, problèmes sociaux ; et ils demandent que toute démarche passe par le Comité unitaire et l'Intersyndicale CGT-CFDT. En effet, des démarches sont faites dans leur dos avec l'entreprise Lucas-Chenus, démarches qui aboutiraient au démantèlement de Praizelin et ne feraient qu'accentuer les difficultés actuelles de Lucas-Chenus.

En assemblée générale, les travailleurs ont réaffirmé dans leur majorité leur volonté :

— de sauvegarder leur emploi et leur outil de travail par l'occupation des locaux.

— de trouver une solution globale pour la reprise

— de mettre tout en œuvre pour informer la population de ce problème qui ne les concerne pas seuls car l'avenir économique de Laval et de la Mayenne est mis en cause.

Le comité mis en place regroupe les sections syndicales CGT et CFDT mais aussi des travailleurs non-syndiqués.

Le 13 décembre, les travailleurs ont manifesté en ville pour informer la population et se sont rendus à l'ANPE.

Praizelin reflète la situation du bâtiment en Mayenne

Ce sont tous les travailleurs du bâtiment en Mayenne et dans la région qui sont touchés par la situation du bâtiment. En effet, les monopoles capitalistes veulent s'assurer le contrôle de toute la construction dans la région : avant de s'installer, ils laissent les petites et les moyennes entreprises se casser la figure puis reprennent les secteurs qui les intéressent, c'est à dire ceux où les profits sont les plus importants.

Ce sont les travailleurs qui en font les frais. Après les licenciements de chez Pouteau, l'année dernière, ce sont maintenant ceux de chez Praizelin et de chez Barrier (40 licenciements).

Dans les autres entreprises, ce n'est guère mieux :

— embauche sous contrat de trois et six mois avec licenciement à la fin du contrat. Les patrons de choc s'appuient sur les mesures racistes de Stoléru pour licencier les travailleurs immigrés de leurs entreprises. Les licenciements touchent également les ex-Pouteau pour la seconde fois.

— réduction d'horaires avec perte de salaire.

— dégradation des conditions de travail. Conséquence : deux travailleurs sont morts au barrage de St-Fraimbaut alors que les conditions (crue de la Mayenne, mauvais temps) ne permettaient pas de travailler ce jour-là. C'est un assassinat !

Pas un seul licenciement !

Garantie de l'emploi pour tous !

Non au démantèlement !

Solidarité avec les travailleurs de chez Praizelin !

Correspondant HR

Mobilisons nous chez Praizelin

Pour imposer le droit au travail pour tous et refuser tout licenciement, nous devons nous unir tous ensemble et en même temps, à la base et dans l'action, pour faire échec au patronat.

Dans cette lutte, nous devons faire front, avec nos sections syndicales afin que celles-ci mettent tout en œuvre pour imposer aucun licenciement chez Praizelin.

Pour remporter cette victoire contre le patronat, nous devons renforcer notre unité à l'intérieur des entreprises du bâtiment et entre elles. L'unité ne peut se faire réellement que si les travailleurs français et immigrés luttent au coude à coude et mettent en échec les crimes racistes et les mesures non moins racistes prises par Stoléru contre nos frères immigrés.

Extrait «Révolutionnaire du bâtiment»
Bulletin de la cellule Eugène Pottier du bâtiment du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

• Nice-Cité des Moulins

LES EXPULSEURS EXPULSES

Mardi 29 novembre, 10 h du matin. Une cinquantaine de locataires sont rassemblés devant le bâtiment 30, au cœur de la cité des Moulins : ils sont là pour s'opposer à l'expulsion d'une famille.

La veille, une expulsion avait déjà eu lieu : celle de la famille M... La femme était seule chez elle quand l'huissier était venu ; elle n'était même pas prévenue (l'avis est arrivé le lendemain) ; les rideaux et leurs tringles, les blocs-cuisines ont été arrachés, les meubles vidés. Pourtant, une somme avait été réunie en hâte pour stopper l'expulsion, mais l'huissier avait refusé.

Le soir, à la réunion de de l'Amicale de défense, ça avait discuté ferme. Il y avait ceux qui disaient : «*Il faut étudier le cas ; il peut y avoir de mauvais payeurs et ceux-là, il ne faut pas les défendre*».

Il y avait aussi ceux qui trouvaient que nous n'étions pas préparés, pas assez forts pour assumer une telle lutte. Il y avait ceux (parmi eux les marxistes-léninistes) qui affirmaient que nous devions nous opposer aux expulsions parce que «*c'est un scandale de jeter à la rue des travailleurs ; nous devons être fermes sur cette question, ne serait-ce que pour les enfants*»

Des affiches appelant à prévenir l'Amicale en cas d'expulsion, à bloquer l'escalier, organiser la solidarité des voisins, avaient été faites et collées dès après la réunion.

Et le mardi matin, deux militants de l'Amicale sont au centre commercial, discutent avec les ménagères qui connaissent bien les difficultés à payer le loyer, joindre les deux bouts : toutes sont révoltées qu'on ait pu jeter une famille à la rue, fin novembre en plus !

D'abord indécises, elles répondent, petit à petit, à l'appel de l'Amicale, à l'appel à la solidarité contre les expulsions.

Dehors les expulseurs

Car une autre famille est menacée.

Lui, ouvrier, estimé de tous, a voulu se mettre à son compte. Cela fait des dettes qu'on n'arrive pas à combler ; et à peine émerge-t-on un peu que voilà l'expulsion.

Elle, à la maison, avec les trois petits : ils sont «sous tutelle» depuis quelques mois, soi-disant pour éviter l'expulsion !

Les expulseurs arrivent ; derrière le serrurier, un huissier, le commissaire de police, deux assistantes sociales. On les prévient : on ne permettra pas l'expulsion ! «*On leur avait fait des propositions raisonnables*» disent-ils.. C'était l'hébergement provisoire, enfants séparés des parents, et ça n'arrêtait pas le cirque infernal : emprunts, dettes (pour retrouver un logement, payer le cautionnement, l'agence, etc.). Bref, leurs propositions, c'est enfoncer un peu plus les gens !

La discussion est vive avec les femmes des HLM qui connaissent bien la difficulté de gérer un ménage par les temps qui courent et qui n'acceptent pas de se faire faire la morale par ces expulseurs. Ceux-ci s'en vont : on ne les reverra plus ; les locataires vigilants se relaient sur les lieux jusqu'au lendemain soir...



Jeunes et moins jeunes, rassemblés au pied de l'escalier, tous unis pour faire échec aux expulseurs.

Assemblée des locataires

Près de trente familles sont sur la place le soir : elles ont répondu à l'appel lancé au micro dans les cours et blocs. Les militants de l'Amicale développent la position de principe de s'opposer aux expulsions.

Le conseiller général du PCF est là (il était présent aussi le matin) : il affirme son soutien ; correct et prudent ; pas de couplet sur le Programme commun (il sait que les marxistes-léninistes de la cité lui répondraient et que le terrain est miné, aux Moulins, pour les révisionnistes). Quant aux militants de ce parti, habituellement si bruyants sur les expulsions, ils ne sont pas là et on ne les verra pas durant toute l'action. Absents, mais pas inactifs : en fait, ils distribuaient une «Humanité» spéciale et un tract «Vivre aux Moulins» appelant les locataires ... à leur faire connaître leurs problèmes.

On réoccupe

Le lendemain, on s'active pour bloquer l'expulsion sur le plan juridique ; juge, préfecture, etc. on refuse de nous entendre. Devant un tel mépris des revendications populaires, on décide de frapper un grand coup : réoccuper l'appartement d'où a été expulsée le lundi la famille M...

Une parente doit venir chercher ce qui reste dans l'appartement. Des locataires se postent dans l'escalier. Lorsqu'elle arrive avec deux gardes chargés d'ouvrir la porte, les locataires se précipitent. Brève bousculade... *l'appartement est réoccupé !*

La situation n'est plus la même dans la cité. Les gens n'ont plus peur de parler de leurs problèmes : ils savent qu'il existe une Amicale des locataires et qu'elle sera là pour les soutenir dans leur lutte contre ce qui ne peut être toléré : l'expulsion du logement.

Jacques DUROC

La voie de la lutte.



La secte de Scientology

UNE ENTREPRISE D'ESCROQUERIE

La secte de Scientology, fondée en 1954 aux USA, se transforma en Eglise pour mieux tromper les gens et aussi parce qu'aux USA les églises sont exonérées d'impôts.

Elle promet n'importe quoi pour appâter les gens. Parmi ce fatras de promesses, il y a surtout celles destinées aux gens souffrant de troubles ou de déséquilibre nerveux. La secte recrute principalement des gens qui sont plus particulièrement crédules et sensibles à ce qu'elle propose. Pour cette raison, elle considère la psychanalyse comme un concurrent. Aussi mène-t-elle des campagnes de dénonciation contre la «civilisation psychiatrique». Elle participe à des commissions de la Ligue des droits de l'homme contre la psychiatrie qui peuvent faire illusion et lui donne une couverture vaguement démocratique. Elle a organisé une «conférence européenne sur la liberté de conscience» à laquelle des personnalités très réactionnaires ont participé : (Ionesco, R.Gicquel..) Elle prépare une «Charte des droits des malades mentaux» et prétend lutter pour des réformes sociales.

Pour recruter, l'Eglise utilise des méthodes très au point, de marketing. Il faut mettre les gens en confiance, se montrer attirant, connaître les difficultés et aspirations de chacun. Une fois la personne appâtée, celle-ci est conviée à un test, sorte d'examen psychologique et de confession, au cours duquel la personne testée va raconter sa vie. Pour impressionner ses victimes, l'Eglise utilise pour ces tests un appareil «scientifique», appelé par elle «électromètre», qui n'est autre qu'un «détecteur de mensonges» dont les résultats n'ont que très peu de valeur scientifique. Après ce test, on convie la victime à suivre des cours qui lui permettront «d'améliorer sa santé mentale» ou «d'élargir ses limites intellectuelles» selon le cas. Ces cours sont un moyen d'intégrer la victime à la vie de l'Eglise et de lui soutirer de l'argent. On lui demande au bout d'un moment de rompre avec toutes les personnes qui n'approuvent pas ses contacts ou son appartenance à l'Eglise.

Celle-ci lui demande d'abandonner son métier ou ses études. L'église prend en charge la vie matérielle de ses adeptes et finalement les coupe du monde extérieur. Ensuite par une mise en condition physique, l'Eglise parvient à faire de ses adeptes de vrais robots. Ils sont privés de sommeil et peu nourris.

Ainsi affaiblis physiquement, ils deviennent plus dociles. Enfin un matraquage idéologique incessant la participation à des rites de groupe finissent de faire perdre tout sens critique à la victime qui se soumet totalement aux ordres de la secte. Toute son activité est décidée par elle. Elle doit une obéissance aveugle à ses chefs. La délation est la règle. Tout adepte doit dénoncer quiconque de la secte émet une critique. Le terrorisme et la peur sont utilisés pour empêcher toute contestation qui est durement réprimée.

Entreprise d'oppression idéologique qui utilise les difficultés des gens causées par la société capitaliste, la secte est aussi une entreprise d'escroquerie qui permet à ses quelques chefs de mener une existence oisive et de satisfaire leurs penchants mégalomanes.

Les cours sont payants et très chers. Par exemple cent heures de cours valent 25 000 F. Tout adhérent doit acheter un «électromètre», qui coûte 960F etc..Evidemment celui qui ne peut payer n'est pas accepté dans l'Eglise.

Les revenus annuels de l'Eglise sont estimés à plusieurs millions de francs. Son chef Hubbard recevrait par semaines 90 000F environ.

L' Eglise exploite honteusement ses adhérents qu'elle fait travailler.

En1972 le salaire d'un employé-adhérent variait de 4 000 à 8 000 F par an.

Escroquerie idéologique cette secte est aussi une entreprise d'escroquerie tout court, comme d'ailleurs la plupart des sectes.

H.M

Un autre grand escroc international, Moon.



Témoignages de vendeuses de grands magasins

En période de fêtes le personnel est obligé de travailler 7 jours sur 7 dans les grands magasins. Pour tous c'est un rythme de travail infernal, l'exploitation accrue.

Dans certains magasins la prime de fin d'année est attribuée en fonction de l'assiduité au travail en décembre, ce qui veut dire que si un employé est absent une seule journée par exemple ce mois-là, la moitié de sa prime saute (manque à gagner pour un jour d'absence 10 000F).

Pour cette raison de nombreuses vendeuses viennent travailler en étant malades ou fatiguées. Les heures de travail supplémentaires de cette période s'ajoutent aux autres maux dont nous souffrons d'habitude : interdiction de s'asseoir, chaleur, fatigue des yeux à cause des projecteurs ou spots allumés en permanence, musique et publicité parlée à longueur de journée.

Toutes ces choses fatiguent nerveusement la vendeuse aussi bien que le client.

Mais la période des fêtes au rayon jouets d'un grand magasin, c'est aussi la période où des nouveaux liens de solidarité se nouent entre tous les travailleurs soumis au même rythme infernal, personnel à plein temps, en extra, saisonnier, démonstratrice. C'est le moment où la conscience de la nécessité de lutter contre nos conditions de travail se renforce.

Interview d'une démonstratrice

Les démonstratrices ne sont en fait pas mieux loties que les autres.

Dans les grands magasins de banlieue et province elles dépassent souvent de peu les 200 F par mois et de toutes façons elles se retrouveront au chômage au lendemain des fêtes.

Q : Quelles sont les conditions du contrat ?

R : Les contrats, car je travaille avec plusieurs marques, sont à durée déterminée peuvent être résiliés sans préavis ni indemnités. J'ai un fixe d'assuré, environ 40 F par jour, plus 3% sur le chiffre d'affaire que j'aurai réalisé.

Q : Tu n'est pas rémunérée du tout par le magasin et pourtant tu lui rapportes ?

R : Evidemment en arrivant sur place on s'aperçoit qu'il faut satisfaire aux vœux du magasin, renseigner le client sur d'autres marques que la sienne etc.. Bref pour le magasin, on est une vendeuse à bon marché !



Les travailleurs et travailleuses des grands magasins ont toujours montré une grande combativité.

Jouets

PLUS QU'UNE AFFAIRE DE GROS SOUS ...

Des profits à empocher

Les magasins et les rues décorées et illuminées, les affiches, les publicités sur les jouets à la télé, tout est fait pour que nous ne puissions pas oublier que bientôt, c'est Noël. Si pour beaucoup de travailleurs, cette fête sera l'occasion de se détendre en famille, c'est aussi un moyen pour les capitalistes de faire un maximum de profits.

Dans les grands magasins entre autres, un des rayons les plus rentables, est celui des jouets. En effet, chaque Français dépense en moyenne 150 F par an pour acheter des jouets à ses enfants. Tous les ans, la presque totalité de la production de jouets est vendue entre le début novembre et la fin décembre. Pour vendre au maximum, les capitalistes du jouet font une publicité tapageuse et omniprésente, à la télé, dans les journaux, dans les rues avec les affiches, etc.

Des jouets pour habituer l'enfant à subir la répression.



Voici ce qu'on peut lire dans le catalogue qui propose ce car de flics : *«on ne peut pas se passer de la police. Ne vous privez pas du plaisir de jouer avec nos petits policiers, d'autant plus qu'ils ont un véhicule du tonnerre. Ce serait dommage de ne pas en profiter».*

Vendre à tout prix

Dans les grands magasins, tout est fait pour que le client achète au maximum : Père Noël, annonces au micro, étalages luxueux et alléchants. La bousculade est aussi un atout pour les grands magasins. Pressés et bousculés, les clients ne seront pas trop regardant sur le prix et la qualité des jouets. Il est difficile et pénible de faire des comparaisons avec d'autres jouets ou d'autres magasins.

D'autre part, pratiquement, les jouets sont répartis par stands de marques et toute comparaison est rendue plus difficile puisqu'elle nécessite d'aller d'un stand à un autre. Derrière chaque stand, une démonstratrice payée au pourcentage de la vente, est contrainte de placer sa marchandise pour avoir un salaire suffisant.

Escroqueries

Le moindre petit jeu d'enfant, d'écolier est utilisé par les fabricants pour faire un jouet et le vendre. Qui n'a pas joué, étant gosse, au petit carré, au morpion, à la bataille navale ? Il suffit pour cela d'un bout de papier et d'un crayon. Or pour la «modique» somme de 60 F, vous pouvez acquérir ces jeux dans une version sophistiquée garantie pur plastique. Il existe même une version américaine de la bataille navale où, pour 260 F, vous avez un mini-ordinateur qui suppose les déplacements de votre adversaire.

Un autre exemple. Pour faire un pompon de laine, il suffit d'un rond de carton fendu et d'un bout de laine. Avec deux pompons de grosseur différente, on peut faire une petite souris. Or, la maison Nathan a le culot de vendre le matériel nécessaire à la confection de la souris pour 12 F. Nous aurions pu multiplier de tels exemples.

Gouffres à fric

D'autres jouets en apparence pas très cher sont en réalité de véritables gouffres à fric, car il nécessitent, pour être attrayants, de nombreux accessoires. Par exemple, c'est le cas de certaines poupées auxquelles il faut adjoindre des robes, des perruques ou qui font partie d'un décor qu'il faut acheter. Les trains électriques qui coûtent plus de 100 F ont des locomotives qui tombent souvent en panne. C'est aussi le cas des maisons de poupées où le moindre accessoire, souvent très fragile, coûte cher. Par exemple, un petit bloc de métal, censé représenter un électrophone, coûte cinq francs.

Jean NESTOR

Un autre aspect de certains jouets est leur rôle de véhicule de l'idéologie bourgeoise.

Certains consistent à mettre l'enfant à la place non pas de l'ouvrier et de ses difficultés mais par exemple du capitaliste.

C'est le cas du classique «Monopoly» qui, soit dit en passant, est maintenant vendu en Pologne.

Avec le «Long Course», l'enfant se transforme en petit armateur. Il achète des marchandises dans différents ports du monde et les revend au triple de leur valeur.

L'enfant peut devenir un politicien avec le «jeu du Président» opposant le RPR le PS et le PCF. Le but est de gagner les suffrages pour devenir président.

Par exemple, en tirant une carte «chance» comportant la dernière prestation télévisée du candidat, celui-ci peut gagner 100 000 voix.

APOLOGIE DE LA RÉPRESSION

Il faut également dénoncer les nombreux jouets faisant l'apologie de l'armée et de la police.

Un exemple parmi d'autre : Le jeu [illegible] dont le thème est : le criminel est dans la ville, recherchez-le en faisant son portrait robot.

Ce jeu est inspiré de la tristement célèbre émission télévisée allemande incitant à la délation.

Coïncidence troublante. De tels jouets se répandent alors que la campagne «antiterroriste», lancée après l'enlèvement de Schleyer vient de sévir avec une rare violence, «France-soir» allant jusqu'à mettre à la une les photos des suspects. Il est ignoble de vouloir inciter ainsi des enfants à collaborer avec la répression. A quand des jouets visant à démontrer la culpabilité d'avocats «criminels» tels Klaus Croissant ?

Quelques suggestions

Parmi les jouets les plus intéressants, il y a bien sûr le jeu des Lip : le «Chômageopoly». Pour les plus petits, il y a les poupées qui ne doivent pas être réservée aux seules filles et avec lesquelles les petits garçons aiment bien jouer souvent. Pas de poupées sophistiquées, mais achetez plutôt les plus simples en chiffon que les enfants préfèrent nettement plus, car plus maniables, plus solides.

Nous pouvons également recommander les «légos», non pas les boîtes trop compliquées mais celles qui sont relativement plus simples. Parmi les personnages articulés, achetez ceux, plus nombreux, représentant des travailleurs.

Pour les plus grands, «l'atelier du potier» ou les jeux de mécano de base.

Ce ne sont là que quelques suggestions. Envoyez-en d'autres au journal en faisant part de votre expérience.

Sport

La tournée des pongistes chinois en France

Amitié d'abord, compétition ensuite

Après s'être rencontré à Rennes, Châlon sur Saône, Lunéville et Poitiers, les équipes chinoises et françaises de tennis de table se sont rencontrées de nouveau à Rouen.

Un public nombreux assistait à cette rencontre : puisque 1800 personnes étaient présentes ce qui atteste de l'intérêt soulevé par la visite des pongistes chinois.

Que ce soit lors de la visite à la mairie, de la visite rapide de la ville, lors de notre entretien avec l'entraineur, que ce soit enfin au cours du match l'équipe chinoise et ses dirigeants ont toujours fait preuve de la plus grande courtoisie. Des échanges de cadeaux eurent lieu.

Nous avons posé à l'entraineur chinois plusieurs questions en particulier sur la conception du sport en Chine. Il nous a répondu que partant du principe du président Mao: *«développer le sport, fortifier la condition physique du peuple»*, le sport en Chine est un moyen d'améliorer la santé du peuple et sa vie, d'améliorer la production, de défendre la patrie socialiste et aussi d'améliorer l'amitié avec les peuples. Les visites et tournées des sportifs chinois à l'étranger sont principalement effectuées dans ce but et non pour remporter des médailles ou pour gagner un titre.

Le comité de Rouen des Amitiés Franco-Chinoises a mis à profit cette visite exceptionnelle de sportifs chinois pour développer largement un travail allant dans le sens de l'amitié conformément au sens de la visite de l'équipe chinoise. Bon nombre de ses militants prirent même une journée de congé afin d'accueillir les deux équipes et de préparer la salle. Une vaste exposition sur la Chine, un montage de diapositives, des milliers de tracts d'information, des ventes permirent à un bon millier de spectateurs de prendre contact ou de découvrir la Chine.



Un représentant officiel français offre des livres à la délégation chinoise.

Compétition et amitié sont les deux volets de cette tournée, La compétition étant mise à profit pour développer l'amitié. L'équipe chinoise, forte d'une base de 25 millions de licenciés et de 200 millions de pratiquants a été à la hauteur sa réputation. Elle est composée d'étudiants et d'élèves d'écoles secondaires (la plus jeune joueuse n'a que 14 ans). Cette équipe est entrainée et accompagnée par un ouvrier de Shangaï. Cette équipe qui représentait le sport le plus populaire en Chine est certainement la meilleure au monde. La raison de sa supériorité ne réside pas dans quelques secrets mystérieux, mais dans le caractère de masse du sport chinois que seul mermet le socialisme.

H.M

Cinéma

L'œuf du serpent

Sous la membrane de la démocratie bourgeoise on discerne déjà le visage hideux du nazisme

Le dernier film d'Ingmar Bergman nous fait vivre intensément l'horreur du capitalisme allemand en proie à la crise et prêt à se jeter dans les bras d'Hitler pour assurer sa survie. Il ne s'agit que de prémisses de l'oppression nazie, et pourtant c'est déjà l'enfer.

Berlin 3 novembre 1923, Abel Rosenberg est confronté au mystère du suicide de son frère Max. Autour de lui, des morts violentes et inexplicables. Meurtres ou suicides ? La police le soupçonne. Submergé par la peur, il se raccroche à l'exfemme de son frère ; Manuela, Ensemble, ils vont être ballotés pendant ces quelques jours dans un Berlin écrasé par l'inflation et le chômage, menacé par la faim, humilié par la dégradation des mœurs, meurtri par la violence raciste des premiers groupes nazis.

Chassés de leur logement, sans travail, ils vont accepter l'offre de l'étrange docteur Vergerus qui les héberge dans un taudis, annexe de l'hôpital qu'il dirige, et leur procure à chacun un emploi dans ce même hôpital. En fait, à leur insu, ils sont soumis à des expériences sur le comportement humain, et Manuela en meurt

Déchainé par cette fin tragique, Abel démasque le médecin criminel, et celui-ci avant de se suicider pour échapper à l'arrestation, lui révèle, films à l'appui, les monstrueuses expériences auxquelles il se livrait. Il découvre alors comment son frère acculé par la crise et la misère a consenti contre rémunération à servir de cobaye pour ces expériences qui ont provoqué chez lui une telle angoisse qu'il s'est suicidé. Il comprend aussi comment sont morts tous ceux que la police lui a montrés à la morgue quand elle le soupçonnait.

11 novembre 1923, Hitler vient de rater son putsch, le commissaire respire et dit à Abel que la démocratie vient de triompher. Mais, comme l'a dit Vergerus avant de disparaitre, «on discerne déjà les écailles du serpent à travers la fine membrane de l'œuf», celui-ci n'est pas détruit et bientôt la bête immonde surgira.

«L'œuf du serpent» est un film important à plus d'un titre. Bergman y aborde la réalité directement et non plus, comme à son habitude, par le biais de fables ou de symboles plus ou moins hermétiques. Enraciné dans notre histoire, c'est aussi un très beau film où il atteind une sorte de perfection technique, mettant tout son talent au service d'une description minutieuse de cette crise dont il nous restitue l'atmosphère comme si nous la vivions. Surtout cette histoire vieille de plus de 50 ans nous renvoie à la nôtre.

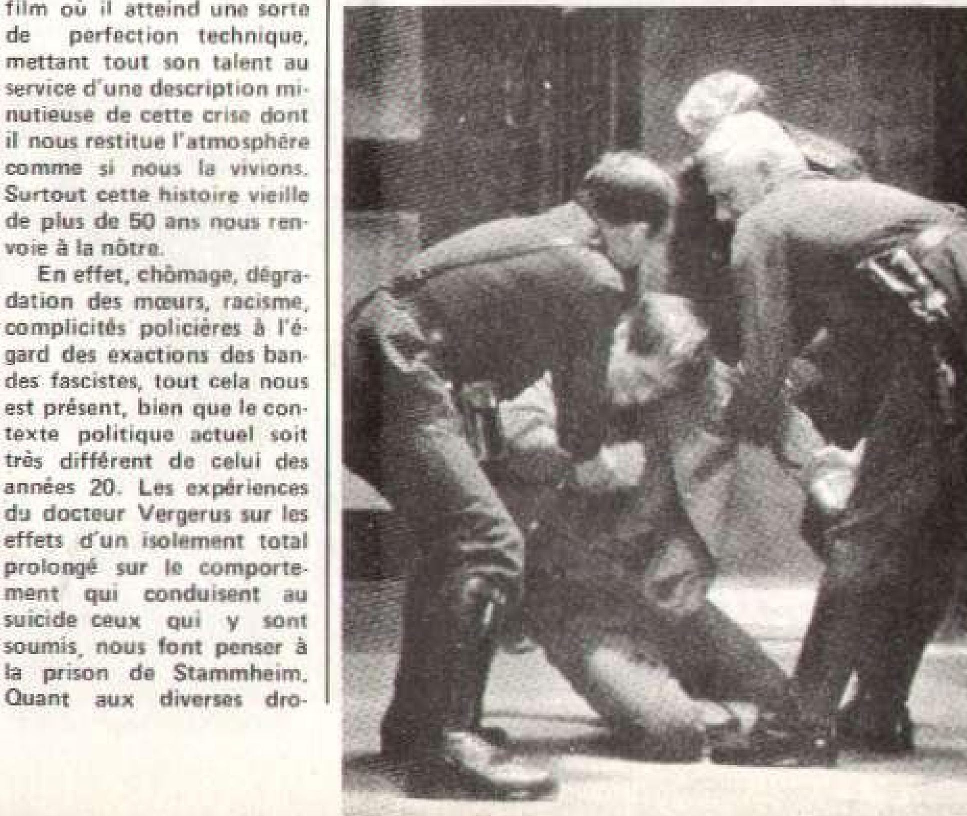
En effet, chômage, dégradation des mœurs, racisme, complicités policières à l'égard des exactions des bandes fascistes, tout cela nous est présent, bien que le contexte politique actuel soit très différent de celui des années 20. Les expériences du docteur Vergerus sur les effets d'un isolement total prolongé sur le comportement qui conduisent au suicide ceux qui y sont soumis, nous font penser à la prison de Stammheim. Quant aux diverses drogues qu'il innocule à ses cobayes humains pour étudier leur influence sur le psychisme, elles nous évoquent les traitements des hôpitaux psychiatriques de l'URSS social-fasciste.

Malgré tout son intérêt en tant que document, ce film présente de graves faiblesses. Ce n'est pas en effet une dénonciation de l'oppression, encore moins un appel à réagir, mais un simple constat empreint de fatalisme. Les masses y apparaissent comme écrasées, ballotées, incapables de s'opposer à leurs exploiteurs. Elles sont à la fois victimes et forces disponibles pour qui saura les utiliser, les images du générique, reprises à la fin du film, sont à cet égard très significatives.

Henri BERTHAULT

Abel avec sa belle-sœur Manuela et Abel tabassé par les flics (scènes du film).





Brest-Rennes en courant

NAISSANCE D'UNE EPREUVE DE SPORT POPULAIRE

Un ouvrier maçon amoureux de sport a lancé en Ille-et-Vilaine un Spiridon-Club pour la course à pied, semi-marathon, diverses épreuves sur route, etc.

Il a réussi, malgré les obstacles et difficultés de tous ordres, à organiser une grande épreuve sportive populaire. Voilà une initiative qui intéressera nos nombreux lecteurs qui voudraient pouvoir faire du sport en amateur pour le plaisir et pour la santé. Laissons donc la parole à ce sportif de Rennes.

Organiser une grande épreuve populaire où tout le monde peut participer — à condition de s'y préparer physiquement — sans parler à coup de millions comme c'est devenu la coutume pour les épreuves pédestres type «Figaro», «Foulées rennaises», etc. tel était le défi d'un modeste marathonien de Rennes, ouvrier-maçon de son métier, lancé aux organisateurs des épreuves à fric où les vedettes sont les héros et où la «masse» vient meubler le programme.

Il voulait placer l'amitié avant la compétition. C'est ainsi qu'est née l'an dernier la course par équipe Brest-Rennes. (La «Transarmoricaine», comme disaient certains participants). Cette épreuve sort de l'ordinaire, (la course à pied étant généralement une épreuve individuelle) est courue par équipe de dix : quatre coureurs de catégorie I (seniors) deux coureurs de catégore II (femmes, vétérans, jeunes), deux cyclistes (pour un vélo) et deux chauffeurs (pour une voiture). Le parcours est divisé en relais.

Brest-Landernau : 20 km, effectués par la catégorie II.

Landernau-Huelgoët : 47 km, effectués par la catégorie I. Huelgoët-Rostrenen : 42 km, effectués par la catégorie I. Rostrenen-Pontivy : 37 km, effectués par la catégorie I. Pontivy-Ploernel : 49 km, effectués par la catégorie I. Ploernel-Porcaro : 19 km, effectués par la catégorie II. Porcaro-Rennes-Beaulieu : 39 km parcourus par relais libres suivant les possiblités de chacun (on prend les moins crevés !). Rennes-Beaulieu-Rennes centre : 3 km parcourus tous ensemble.

L'épreuve ne passe que par de petites villes et villages qui vivent un temps fort pendant son passage. Ainsi, Porcaro, petite bourgade du Morbihan a vu les relais s'étirer pendant plus de 10 heures et plus de 500 personnes !

Le nombre d'équipes partantes n'était pas limité mais afin de ne pas terminer trop tard, la moyenne minimale était de 10 km/h (les premiers ont fait 15,5 km/h).

Mise sur pied de l'épreuve

Pour l'organiser, ce n'est pas une mince affaire, car «on ne fait pas autant confiance» à un ouvrier-maçon qu'aux cadres et patrons qui organisent les «foulées rennaises»...

Il a fallu demander une contribution aux participants (30 F l'an dernier pour le voyage Rennes-Brest, le diner, le petit-déjeuner, les ravitaillements et le coucher dans les villes étapes dans des dortoirs. L'équipe prend à sa charge la voiture et le vélo. A l'arrivée, un petit souvenir récompensera la première équipe et des lots en nature, donnés par quelques commerçants, sont tirés au sort (l'équipe la première, déjà récompensée, ne participe pas au tirage).

Le véritable esprit sportif

Dans cette éreuve, ce ne sont pas des vedettes qui participent, mais les amoureux de la course à pied qui courent pour le plaisir et non pour l'argent. Nous ne pouvons qu'encourager de telles organisations qui se font dans un véritable esprit sportif et qui sont organisées pour tous, doués ou pas en bravant tous les organisateurs d'épreuves qui ne regroupent que des vedettes et qui marchent à coups de millions.

Pour la majeure partie des équipes, le rêve était de terminer. Néanmoins, devant, on ne se faisait pas de cadeau. Pour la deuxième année consécutive, la GSI Pontivy arrivait en tête, parcourant les 236 km en 16 h 48' 30", trois équipes arrivaient dans le même quart d'heure et les derniers arrivaient plus de 11 heures plus tard... mais le principal était de participer !

Un athlète de Rennes

*Les inter-titres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.

Arrivée de l'équipe de Pontivy qui remporte l'épreuve.



Des livres à offrir

Eugène Varlin : *Pratique militante et écrits d'un ouvrier communard* . . . . 14,00 F
P.O. Lissagaray : *Histoire de la Commune de 1871* . 22,00 F
Louise Michel : *La Commune* . . . . 30,00 F
Aicha Lemsine : *La chrysalide* . . . . 35,00 F
Annick Miské : *Des Albanaises* . . . . 35,00 F
Des femmes immigrés parlent . . . . 30,00 F
Han Suyin : *Le déluge du matin Poche* . . . . 12,00 F
Relié . . . . 38,00 F
" " *Le premier jour du monde* . . . . 50,00 F
" " *Lhassa étoile-fleur* . . . . 32,00 F
Hinton : *Fanshen* . . . . 65,00 F
Alain Bouc : *La Chine à la mort de Mao* 50,00 F
Luc Willette : *Et la montagne fleurira* . . . . 32,00 F
Que brûlent les chateaux . . . . 40,00 F
IMRO : *Des travailleurs aux pieds nus* . . . . 40,00 F
Miklos Haraszti : *Salaire aux pièces* . . . . 27,00 F
John Reed : *Dix jours qui ébranlèrent le monde* . . 30,00 F
Ostrovski : *Et l'acier fut trempé* . . . . 20,00 F
Enfantés par la tempête . . . . 15,00 F
Gorki : *La mère* . . . . 9,00 F
Boris Polevoï : *Un homme véritable* . . . . 9,00 F
Agnès Smedley : *La longue marche (2 vol)* . . . . . . 60,00 F
Commandant Azzedine : *On nous appelait fellaghas* 39,00 F
Huguette Perd : *Je rentrerai tard ce soir* . . . . 22,00 F
John Reed : *Le Mexique insurgé* . . . . 30,00 F
Yachar Kemal : *Memed le mince* . . . . 60,00 F
Memed le faucon . . . . 54,00 F
Georges Guingouin : *Quatre ans de lutte sur le sol limousin* . . . . 53,00 F
R. Pannequin : *Ami, si tu tombes* . . . . 47,00 F
Adieu, camarade . . . . 54,00 F
Norbert Truquin : *Mémoires et aventures d'un prolétaire à travers la révolution* 45,00 F

Un nouveau livre de E-100

ECONOMIE DES PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES

Angleterre Etats-Unis France Allemagne Japon

(Précis historique)

Ce livre de 536 pages traduit du chinois présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen Age : la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise.
L'exemplaire : 38 F
En vente aux librairies
Les Herbes sauvages et la Force du livre
(Paris 20 e) (Lyon I er)
et par correspondance à :
E.100 24, rue Philippe de Girard 75 010 Paris
plus 2 F pour participation aux frais

DEMANDE DE CONTACT

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :
Nom . . . .
Prénom . . . .
Adresse . . . .
Signature

AVIS AUX DIFFUSEURS ET LECTEURS DE LA REVUE «PROLETARIAT»

le numéro 15 sortira vers le 20 janvier prochain.

Nous vous demandons d'effectuer sans tarder les réglements de vos prises du no 14, afin de pouvoir payer l'imprimeur qui exige un règlement préalable à la sortie du prochain numéro.

Voici l'adresse et le CCP de notre revue : Proletariat BP 320-13213 Marseille Cedex1 CCP : no 2190-89 -H centre de Marseille.

A propos de la théorie du président Mao sur la division en 3 mondes

UNE REMARQUABLE DEMONSTRATION (1)

Le 1er novembre 1977, le «Renmin Ribao», organe central du Parti communiste chinois, a publié un article extrêmement important sous le titre «La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme-léninisme.»

Cet article repris dans le numéro 45 du 7 novembre de l'hebdomadaire «Pékin-Information» est un document historique et un remarquable instrument d'étude.

Il serait vain de résumer ou de paraphraser cet article extrêmement précis et complet. Rien ne peut en remplacer l'indispensable lecture et c'est ce que nous recommandons à toute personne vraiment désireuse de mieux comprendre l'analyse du monde actuel et la stratégie des marxistes-léninistes dans la lutte pour la victoire de la révolution mondiale.

Pourtant nous voudrions attirer l'attention de nos lecteurs sur certains aspects qui donnent un relief particulier à ce document du Parti communiste chinois.

Des «ultra gauches» sur les positions soviétiques

Par exemple, tous ceux qui, depuis plusieurs années, luttent aux côtés du Parti communiste chinois pour combattre l'impérialisme et notamment l'hégémonisme des deux superpuissances se souviennent que, chaque fois que des évènements concrets se sont posés, ils ont trouvé en face d'eux non seulement les révisionnistes, soviétiques en tête, mais aussi diverses organisations se réclamant ouvertement du trotskisme ou se cachant derrière une phraséologie marxiste-léniniste.

Il semblerait que c'est au début des années 70 que ce dernier courant a commencé à se manifester comme courant antichinois : les évènements du Pakistan, du Soudan, mais aussi le voyage de Nixon en Chine furent en effet l'occasion pour des éléments d'ultra-gauche en paroles de se retrouver dans la pratique sur des positions fort proches de celles des révisionnistes.

Travailler à la scission lancer des attaques publiques : des méthodes étrangères au marxisme-léninisme

Mao Tsé-toung prêtait toujours une grande attention au mouvement communiste international : par rapport à ceux qui, dans le mouvement communiste, s'opposaient à la ligne appliquée par le Parti communiste chinois, il réaffirma les principes idéologiques essentiels : tout concentrer contre la cible centrale : le révisionnisme soviétique, travailler à l'unité dans ce sens et par conséquent ne pas polémiquer publiquement avec ceux qui désirent s'opposer au révisionnisme soviétique mais utiliser sans relâche l'explication et la persuasion.

Cette ligne, le Parti communiste chinois n'a jamais cessé de la suivre : le document du 1er novembre 1977 est une nouvelle et brillante manifestation de cette ligne idéologique à un moment où certains adoptant une attitude scissioniste attaquent publiquement la «théorie des trois mondes» et finissent même par en faire la cible principale de leurs coups.

Il s'agit là d'une méthode pour résoudre les contradictions qui n'a rien à voir avec le marxisme-léninisme. A cet égard, on oublie trop souvent que ce sont les révisionnistes krouchtchéviens qui pratiquèrent les premiers cette méthode au sein du Mouvement communiste international en lançant les premiers des attaques publiques contre le Parti chinois.

Au contraire, le Parti communiste chinois, ayant Mao Tsé-toung à sa tête, alors même qu'il avait déjà démasqué dès le début le contenu antimarxiste-léniniste de leur ligne, tenta jusqu'au bout d'empêcher les révisionnistes modernes, soviétiques en tête, de se lancer dans une aventure scisionniste nuisible au mouvement communiste. Cette inlassable volonté de travailler à l'unité n'a rien à voir avec de l'opportunisme, au contraire car elle a toujours été inlassablement accompagnée d'une lutte idéologique active fondée sur l'argumentation et non sur l'insulte.

Krouchtchev, Brejnev et ceux qui les ont suivis ont, quant à eux, toujours fait l'inverse : d'une part, ils ont toujours cherché à étouffer le débat idéologique, d'autre part ils ont lancé des insultes et des attaques publiques contre des partis frères et des pays frères.

Ainsi utilisant la tribune de divers congrès de partis, les révisionnistes modernes qualifièrent, à partir de 1961 et 1962, le Parti communiste chinois d'«aventuriste», de «sectariste», de «scissionniste», de «nationaliste», de «dogmatique».



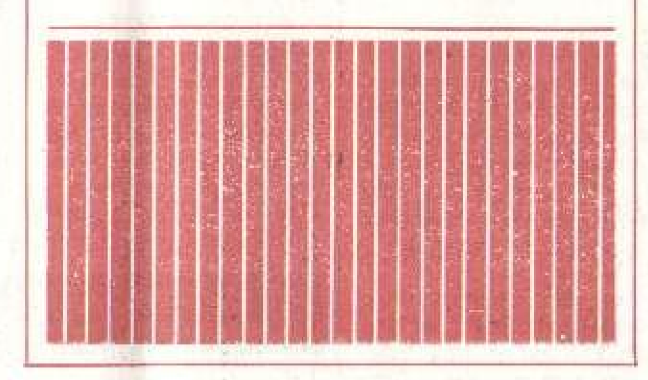
Krouchtchev, dirigeant du PCUS, porte l'entière responsabilité de la scission du Mouvement communiste international, au début des années 60. Les attaques publiques et les insultes qu'il lança contre plusieurs partis frères furent un premier pas dans ce sens.

Travailler à l'unité tout en menant la lutte idéologique

Comment répondit le Parti communiste chinois à ces attaques ? Voici le début de l'éditorial du «Renmin Ribao» du 15 décembre 1962 :

«Ces derniers temps, au moment même où l'impérialisme et les réactionnaires de tous les pays cherchent par tous les moyens à combattre les pays socialistes, à saper le mouvement communiste international et à réprimer la lutte révolutionnaire des peuples, et où les communistes de tous les pays ont grand besoin de renforcer leur unité dans la lutte commune contre l'ennemi, il est pénible de constater que dans les rangs du mouvement communiste international est apparu un courant contraire, contre le marxisme-léninisme, contre le Parti communiste chinois et d'autres partis marxistes-léninistes, et qui mine l'unité du mouvement communiste international. (...)

Le courant contraire qui mine l'unité et provoque la scission est parvenu à un nouveau sommet aux Congrès du Parti communiste italien et du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Des camarades de certains partis frères y ont non seulement continué à attaquer le Parti du Travail d'Albanie, mais ils ont attaqué aussi, publiquement et nommément, le Parti communiste chinois et même blâmé le Parti du Travail de Corée qui désapprouvait les attaques contre le Parti communiste chinois. C'est là une violation des plus grossières des principes énoncés dans les Déclarations de Moscou de 1957 et de 1960 qui ont été adoptées à l'unanimité par les partis communistes et ouvriers. C'est là un événement d'une gravité extrême pour le mouvement communiste international.



La délégation du Parti communiste chinois, qui était invitée au Congrès du parti communiste de Tchécoslovaquie, a souligné solennellement dans sa déclaration du 8 décembre :

(...) «Cette façon d'agir erronée ne peut qu'aggraver les divergences et créer la scission ; elle ne peut qu'affliger les nôtres et réjouir l'ennemi».

Le Parti communiste chinois a toujours estimé que l'unité du camp socialiste et l'unité du mouvement communiste international sont d'un intérêt fondamental pour les peuples du monde entier. Il est du devoir sacré de tous les communistes de maintenir et de renforcer sans défaillance cette unité internationaliste. Etant donné que les problèmes d'intérêt commun pour les différents partis frères sont extrêmement complexes, que les conditions dans lesquelles se trouve chacun de ces partis diffèrent grandement, et étant donné que la situation objective est constamment en mouvement, les divergences d'opinions sont souvent inévitables entre partis frères, et cela n'est pas nécessairement un mal. L'important, c'est de partir de la position qu'il faut défendre et renforcer l'unité internationaliste et d'être ensemble dans la lutte contre l'ennemi, c'est d'observer les principes régissant les rapports entre les partis et les pays frères, tels qu'ils sont définis dans les Déclarations de Moscou, de parvenir à l'unanimité des vues par voie de consultations, afin que l'unité puisse être assurée solidement.

La pratique erronée, qui consiste à se servir du congrès d'un parti pour attaquer un parti frère, fut utilisée pour la première fois, il y a un an, au XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Le Parti communiste chinois s'y opposa résolument. Durant ce Congrès, et par la suite, le Parti communiste chinois en appela sincèrement, et à plusieurs reprises, aux partis frères ayant controverses ou divergences entre eux, pour qu'ils s'unissent de nouveau sur la base du marxisme-léninisme et du respect mutuel de l'indépendance et de l'égalité, et c'est plus particulièrement celui ayant déclenché l'attaque qui devrait prendre l'initiative. Or, il est regrettable que ces efforts sincères n'aient pu empêcher la situation de s'aggraver. Loin d'envisager l'abandon de ces pratiques erronées, des dirigeants de certains partis frères persistent dans ce sens, allant encore et toujours plus loin dans la voie de la scission, si bien qu'elles ont fait leur apparition, tour à tour, aux récents congrès de quatre partis frères d'Europe.»

LORS DE LEURS RENCONTRES BILATÉRALES AVEC LES DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE ONT TOUJOURS PU CONSTATER LA STRICTE APPLICATION PAR LE PCC DU PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DANS LES RELATIONS ENTRE LES PARTIS FRERES CI-CONTRE, EN DÉCEMBRE 1976, NOTRE CAMARADE JACQUES JURQUET AVEC LE PRESIDENT HOUA KOUO-FENG



Pourquoi rappeler aujourd'hui la façon dont le Parti communiste chinois a combattu le scissionisme des révisionnistes modernes ? C'est tout d'abord parce que dans notre pays, la position dominante du PCF dans le mouvement ouvrier lui a alors permis de brouiller les cartes sur la question.

Alors que, dès décembre 1962, le Comité central du PCF s'en prenait publiquement et calomnieusement aux positions du Parti communiste chinois en ajoutant même que les positions «sectaires» et «aventuristes» du Parti communiste chinois «ont trouvé quelques échos dans certains partis communistes, notamment en Asie, et au sein de mouvements nationalistes», le Parti communiste chinois répondit le 27 février 1963 dans un document intitulé «D'où proviennent les divergences» — «Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades».

La seconde raison pour laquelle il est bon de rappeler ces choses, c'est qu'à l'heure actuelle, certains dirigeants se réclamant du marxisme-léninisme attaquent violemment les «tenants de la théorie des trois mondes» en les qualifiant de «révisionnistes modernes de type nouveau» et de «contre-révolutionnaires».

Recourir à l'argumentation sérieuse et non aux insultes

Le document du 1er novembre du «Renmin Ribao» constitue précisément la réponse la plus éclatante et la plus argumentée à de telles attaques.

Avec beaucoup de sérieux, l'article examine point par point tous les arguments qui sous-tendent les attaques contre la théorie des trois mondes du président Mao. Ainsi : pour analyser la situation mondiale actuelle, faut-il examiner les problèmes dans l'abstrait et de façon isolée ou bien partir de la lutte de classes sur le plan international dans son ensemble ? Ou encore : la bourgeoisie internationale forme-t-elle un bloc monolithique ? La théroie des trois mondes est-elle en contradiction avec les propos de Lénine : *«Il existe aujourd'hui deux mondes : l'ancien, le capitalisme... et le monde nouveau grandissant...»* ?

Faut-il tenir compte ou non de la restauration du capitalisme en URSS et de sa transformation en social-impérialisme ? Peut-on séparer la lutte de classes qui se déroule à l'intérieur de chaque pays de la lutte de classes à l'échelle mondiale : Est-ce parce que l'URSS menace la Chine que le Parti communiste chinois qualifie le social-impérialisme soviétique de «danger principal» ?

Les pays du tiers monde seront-ils pendant encore longtemps la force principale de la révolution mondiale ? Ou encore : affirmer que le tiers monde constitue la force principale dans la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme, cela signifie-t-il diminuer les responsabilités et le rôle du prolétariat international dans cette lutte ?

Et encore : pour les pays du second monde (Europe, Japon, Canada), en particulier pour les pays européens développés, est-il correct, sur le plan des principes, de formuler aujourd'hui le mot d'ordre : défense de l'indépendance nationale ?

A toutes ces questions et à beaucoup d'autres, l'article du «Renmin Ribao» apporte des réponses on ne peut plus sérieuses.

Elles constituent toutes une gifle pour les dirigeants révisionnistes de l'Union soviétique qui voudraient bien voir les marxistes-léninistes se bercer de phrases, ignorer la réalité concrète et se retrouver dans un superbe isolement.

Henri JOUR

Pour de justes principes dans les relations entre partis frères

«Les critères à utiliser pour savoir qui défend l'unité, qui est scissionniste et sectariste, ce sont les principes régissant les rapports entre les partis frères et entre les pays frères, tels qu'ils sont définis dans les Déclarations de Moscou, adoptées à l'unanimité par les deux conférences des représentants des partis communistes et ouvriers. Ces principes sont : l'égalité absolue, l'union des uns avec les autres mais en maintenant l'indépendance, et l'unanimité des vues par consultation en toute camaraderie et sur un pied d'égalité.

»L'expérience a montré que tant que ces justes principes sont appliqués, l'unité entre partis et pays frères peut être renforcée, et que, même lorsque surgit telle ou telle divergence, une solution raisonnable peut être réalisée.

»Mais inversement, si ces principes sont violés et que, dans les rapports entre partis frères et pays frères, on use de pression pour imposer ses vues propres aux autres, on substitue la calomnie et l'attaque à la recherche de l'unanimité des vues par consultation, on portera inévitablement atteinte à l'unité et on versera dans le scissionnisme et le sectarisme».

LES LECTEURS ONT LA PAROLE

Confiance camarade, oui la révolution est possible, elle est inévitable

Je suis au PCF depuis 50 ans. J'ai toujours pensé qu'une vraie révolution ne pouvait se faire sans violence. Car au bout, il y a bien choc des masses en jeu. Alors là, je suis arrêté en disant : l'adversaire est un ennemi. Il détient toutes les forces matérielles (informations, police, argent, armes), c'est le requin qui ne raisonne pas son besoin de chair fraiche. Mais une action violente contre lui suppose des armes et je ne la vois pas possible d'autant plus que le populo, conditionné toute sa vie, a perdu le pouvoir de raisonner au point d'ignorer nombre de besoins (le premier, celui de s'informer). Alors je vous vois, comme tous, dans une impasse. Si votre révolution violente est nécessaire (je ne le conteste pas), alors expliquez-moi comment sortir de votre impasse qui est la mienne.

Je pense que vous me suivez ici et je voudrais votre réponse, car il ne suffit pas d'accuser le PCF de se tromper.

Cher camarade,

Nous tenons tout d'abord à te remercier sincèrement pour ta lettre. Elle est pour nous d'un grand encouragement car elle témoigne du fait, dont nous n'avons jamais douté, qu'il existe encore au PCF de nombreux militants attachés à l'idéologie du communisme.

Certes, nous ne partageons pas ton pessimisme mais nous sommes d'accord sur un point essentiel : pour en sortir, il n'y a qu'une seule solution : la Révolution prolétarienne armée, la «voie pacifique au socialisme» n'existe pas, justement en raison des «forces matérielles dont tu parles : monopole de l'information, police, armée, argent, etc. La bourgeoisie n'abandonnera jamais le pouvoir tranquillement entre les mains de la classe ouvrière et du peuple travailleur.

Il faut le lui arracher, détruire son appareil d'Etat et instaurer la dictature du prolétariat. Chaque fois que la «voie pacifique» a été avancée, loin d'atténuer les souffrances du peuple, elle a conduit à la répression et à des effusions de sang, les exemples récents de l'Indonésie et du Chili en sont le témoignage.

Pour toi, vieux communiste, ce ne sont pas là des choses nouvelles. C'est ce que ton parti, qui fut aussi le nôtre, disait autrefois.

Seulement les dirigeants du PCF, ceux qui auraient dû constituer l'état-major de la révolution ont renié tout ce passé. Peu à peu, ils ont tout abandonné : la voie révolutionnaire, la lutte «classe contre classe», la dictature du prolétariat, au profit de la mystificatrice «voie parlementaire» et de l'alliance sans principe avec les dirigeants socialistes qui, depuis 1921, ont toujours été du côté de la bourgeoisie, contre la classe ouvrière. Ils ont transformé le parti de Gabriel Péri, Pierre Sémard, Gaston Monmousseau et des 70 000 fusillés en un nouveau parti bourgeois qui s'oppose à la révolution.

Ton découragement, camarade, nous le comprenons. Il a pu un temps atteindre les plus anciens d'entre nous qui, comme toi avaient consacré leur vie à leur parti, à la cause de la révolution prolétarienne et qui voyaient s'écrouler toutes leurs espérances. Mais en vrais communistes, ils ont rapidement réagi, ils ont repris la lutte là où le vieux parti l'avait laissée. Ils ont alors fondé en 1967, avec de plus jeunes militants, un nouveau parti communiste, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

Un véritable parti communiste, n'est-ce pas là la première des armes dont a besoin la classe ouvrière ? Certes, on ne peut faire la révolution les mains nues, mais l'arme la plus utile, l'arme indispensable c'est le parti. Seul un parti communiste véritable peut conduire la classe ouvrière à la victoire. Seul, il peut par le travail quotidien de ses militants, par sa propagande, par sa presse, à travers les luttes de classes, en organisant les travailleurs dans la lutte «classe contre classe», combattre efficacement l'idéologie et la propagande bourgeoises, déversées par la presse, la radio, la télé, rendre confiance à la classe ouvrière et reconstruire son unité. Seul un tel parti peut porter les luttes des masses à un niveau supérieur et résoudre en temps opportun la question de l'armement du prolétariat et de l'insurrection armée.

C'est ce travail que le PCF a abandonné et c'est ce que nous nous efforçons de faire. Certes, nous savons que la lutte sera dure et longue, qu'il nous faudra être patients, que la révolution n'est pas pour demain matin.

Mais nous avons confiance car nous savons que le régime capitaliste est condamné par l'histoire et que tôt ou tard, il disparaitra, et *«en fin de compte, le régime socialiste se substituera au régime capitaliste, c'est une loi objective, indépendante et la volonté des hommes». (Mao Tsé-toung).*

Nous avons confiance enfin car la classe ouvrière est et reste fondamentalement révolutionnaire, comme elle le montre chaque jour dans la lutte de classes et comme elle l'a montré, entre autre, en Mai 1968, où, ce qui a fait défaut, ce n'est pas l'aspiration des masses à faire la révolution, mais un parti authentiquement communiste capable de diriger le mouvement révolutionnaire. Il faut avoir confiance, camarade, dans la classe ouvrière qui, comme les petits paysans et les autres couches populaires, veut le socialisme.

Pour que la classe ouvrière retrouve son état-major de combat, nous avons besoin de tous les vieux communistes comme toi, de leurs connaissances et de leur expérience, nous ne sommes pas dans l'impasse, camarade, l'espoir n'est pas mort, au contraire, il renait.

Reprends confiance, camarade, reprends la lutte. Viens avec nous.

1871 Des immigrés du côté des Communards

«Le drapeau de la Commune est celui de la République mondiale»

Engels



La destruction de la colonne Vendôme

«Notre drapeau est international, nous ne devons pas sortir de cette voie» a dit Léo Frankel, socialiste hongrois, 15 jours avant la proclamation de la Commune de Paris. Rien d'étonnant à ce qu'il prit fait et cause pour la Commune de la même façon que les milliers d'autres immigrés, exilés politiques de Pologne, Hongrie, Russie et Belgique qui vivaient très nombreux à Paris en 1871.

Tous, d'un élan unanime et de la manière la plus normale, participent aux combats, prennent des responsabilités, encouragés par la Commune, sur un même pied d'égalité : *«Sous les yeux de l'armée prussienne qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France les travailleurs du monde entier» (Marx) et «confirmait aux étrangers élus à la Commune leurs fonctions ; le drapeau de la Commune est celui de la République mondiale». (Engels).*

QUELQUES FIGURES

Dombrowski : «La commission exécutive remplaça Bergeret par Dombrowski. L'état-major galonné de Bergeret protesta, la Garde nationale montra quelque défiance, mais Vaillant, Delescluze défendirent Dombrowski et le présentèrent à Paris...

Le 7, les fédérés de Neuilly virent un homme jeune, de petite taille, à l'uniforme modeste inspecter les avant-postes, au pas, sous la fusillade. (...).

En quelques heures, le nouveau général de la Première Armée de la Commune conquit son monde. Le 9, pendant la nuit, avec deux bataillons, Dombrowski surprit les Versaillais à Asnières, les en chassa, s'empara de leurs pièces et du chemin de fer avec les wagons blindés, il cannona le flanc de Courbevoie et le pont de Neuilly. Son frère enleva le chateau de Becon ... Il fut tué sur une barricade». (Lissagaray).

Frankel : Hongrois, membre de l'Internationale, délégué au Travail, ouvrier-bijoutier. «Le délégué (au Travail et à l'Échange), Léo Frankel, se fit assister par une commission d'initiatives de travailleurs. Des registres de renseignements pour les offres et les demandes d'ouvrages furent ouverts... La délégation fit supprimer le travail de nuit pour les boulangers, interdit les retenues sur les salaires, prépara la suppression du Mont-de-Piété et réquisitionna les ateliers abandonnés qui allaient revenir aux mains des travailleurs. Il fut tué sur une barricade». (Lissagaray).

Les Belges constituent «la légion belge» qui comportait 737 membres Par ailleurs, plus de 300 Polonais participent à la lutte.

Pendant ce temps, la bourgeoisie versaillaise écume de rage contre les étrangers : «On demande formellement que tous les membres de la Commune, du Comité central, que tous les Polonais interlopes, tous les Valaques de fantaisie qui ont régné deux mois sur la plus belle et la plus noble ville du monde, soient, avec leurs aides de camp, colonels et autres fripouilles, conduits après jugement sommaire de la prison au Champ de Mars où ils seront passés par les armes devant le peuple rassemblé.»(Figaro du 16 mai). Elle appelle au massacre et développe le racisme.

Mais le peuple parisien ne s'est pas laissé prendre à ces provocations.

Proclamant hautement ses aspirations internationalistes — parce que la cause du producteur est partout la même et que son ennemi est partout le même quelle que soit sa nationalité — Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune, il a même élu un ouvrier étranger (membre de l'Internationale) à son exécutif, il a décrété la destruction du symbole du chauvinisme français : la colonne Vendôme ! Alors que les bourgeois chauvins ont démembré la France et agissent sous la dictature de l'invasion étrangère, les ouvriers parisiens ont battu l'ennemi étranger en portant leurs coups contre leur propre classe dominante ; ils ont aboli leurs différenciations, conquérant une position d'avant-garde parmi les travailleurs de toutes les nations !

La classe ouvrière faisant fi de toute autre considération démontra que l'unité de classe est la seule qui prévaut dans ces moments-là.

Estelle DELMAS